

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

Un coup d'Etat Carol II, roi de Roumanie

Un événement politique d'une importance de tout premier ordre a été signalé par les journaux, le 7 juin. La nouvelle du retour de Carol à Bucarest, et de son avènement au trône, fut presque une sensation dans les cercles éloignés de ces lieux haut placés où se trame clandestinement la destinée des peuples — les cabinets des hommes dirigeant la politique extérieure des grandes puissances.

En effet, si le retour de Carol en Roumanie fut une surprise pour l'opinion publique et pour tous ceux qui ne suivent que de loin le développement de la vie des peuples des Balkans, ce retour avait été préparé de longue main par ceux qui sont les véritables dirigeants de la politique des pays de second ordre et semi-coloniaux, se trouvant, comme la Roumanie, dans un état subordonné par le fait de l'infériorité de leurs ressources économiques.

Le retour de Carol, et son avènement au trône de Roumanie, paraissait d'autant plus inattendu que son exil de quelques années était de nature à le compromettre aux yeux du monde entier.

C'était en 1926, à la veille de la mort de son père, le roi Ferdinand, que Carol, alors prince-héritier, fut obligé de renoncer à ce titre, et prit le chemin de l'exil, obéissant à un décret royal. Tel avait été la volonté du tout-puissant Bratianu Jonella. Ce ministre, avisé et despote, prévoyant la mort proche du roi, avait toutes les raisons de craindre que Carol, devenu roi, refuserait de se plier sous sa volonté de dictateur, comme le faisait son père vieilli et affaibli par la maladie.

Carol avait été traité alors de canaille. Les feuilles gouvernementales ne ménageaient pas leurs expressions, pour compromettre plus encore l'héritier du trône. Sa mère se détacha de lui, et la mère de son enfant divorça. Ces jours-là marquèrent la dernière période de l'hégémonie presque incontestée du parti Libéral.

Le roi Ferdinand mourait peu après, et Jonel Bratianu le suivait dans la tombe, à peu de temps d'intervalle. La mort de J. Bratianu fut comme un signal donné aux ennemis politiques du parti Libéral, et le nombre n'en était pas petit. La clique des banquiers de Bratianu et des gros industriels du Vieux Royaume — clique avide de gain, habituée à considérer l'Etat comme une source légale de ses profits fantastiques — se trouva subitement attaquée à coups répétés par ces hommes politiques roumains qui se sont constitués en le parti dit National-Paysan.

Dans cette campagne acharnée contre le régime des libéraux, tous les moyens d'une démagogie sans bornes furent employés. Toutes les misères du pays furent exploitées avec un art raffiné, et le grand meneur en fut Jules Maniu, ce politicien éprouvé qui avait fait son apprentissage politique sous les Habsbourg.

La crise aiguë de l'agriculture et du commerce, l'augmentation catastrophique des banqueroutes, le déficit formidable du bilan commercial qui faisait prévoir une nouvelle débâcle du lei, le chômage croissant, la famine qui ravageait de plus en plus les contrées les plus fertiles — tel était le bilan de dix ans du règne presque ininterrompu des Bratianu, de ces chefs «héréditaires» du parti Libéral roumain.

Le parti Libéral avait accru sa puissance surtout pendant les années d'après-guerre, et spécialement par la spéculation de la réforme agraire, qui fut une excellente arme entre les mains des libéraux au pouvoir contre l'adversaire le plus sérieux d'alors, le parti foncier des boyards vieux-style — le parti Conservateur. Après avoir eu raison de ce parti, les libéraux poursuivirent une politique à

outrance de persécution farouche de tout mouvement avancé de revendications ouvriers et paysans, une politique de corruption sans égale dans l'administration publique et d'un cynique parasitisme dans l'administration financière (douanes, licences, taxes, privilèges, etc.).

Les nouveaux apôtres du parti National-Paysan eurent donc ainsi une bien facile tâche dans l'opposition, en divulguant les arbitraires et le gaspillage systématique des ressources du pays, car le régime des libéraux était effectivement un régime de farouches usuriers sans merci. Aussi, le parti National-Paysan récolta-t-il bien facilement les lauriers de défenseur des droits des opprimés. La misère épouvantable d'une formidable majorité de la paysannerie et le désespoir des milliers de familles jetées dans la plus noire indigence, dans le pays tout entier firent que les masses laborieuses prêtèrent confiance au parti qui se proclamait être l'ami des paysans et qui promettait un respect absolu des lois et des intérêts publics.

Le sort de la lutte entre les deux partis fut enfin tranché par la bourse du créancier — par la volonté des grandes puissances impérialistes, les vrais maîtres de la Roumanie. Il était évident que la lutte entre les partis bourgeois en Roumanie n'était point apte à promettre une consolidation dans le camp des dirigeants, comme le désiraient les impérialistes. Le mouvement de l'opposition avait, en effet, entraîné les masses, et celles-ci pouvaient bien dépasser les limites d'une «légalité» et des actions strictement «constitutionnelles» que préconisait le parti National-Paysan. Le mouvement de protestation contre l'ignominie du régime des libéraux, s'il durait plus longtemps, aurait certainement pu favoriser le développement des idées révolutionnaires des ouvriers et des paysans, idées qui s'accroissaient déjà bien visiblement dans les nouvelles parties de la Roumanie. Enfin, les nations opprimées et martyrisées par les bourreaux des messieurs Bratianu pourraient bien élever le drapeau révolutionnaire d'une lutte armée, ce qui serait la fin des plans et projets belliqueux et impérialistes des maîtres de la Roumanie. Il était donc de leur intérêt évident de mettre fin à la lutte des partis bourgeois en arrêtant leur choix sur le parti qui aurait le plus de chances à réussir dans la tâche de la consolidation des classes de «l'ordre». Le vainqueur fut donc celui qui sut apporter des preuves de sa capacité d'en finir avec les «désordres» et les mouvements de révolte — Maniu fut donc préféré, et il se posa en héros sauvant la patrie de la ruine complète, ayant obtenu l'emprunt promis comme la récompense à celui qui saurait le mieux exécuter le mandat impérialiste.

Il ne faut évidemment pas omettre ici une circonstance qui a joué un rôle non moins important dans le choix arrêté par les créanciers: la résistance obstinée des libéraux aux efforts des impérialistes à se faire livrer à merci le marché intérieur de la Roumanie. En effet, les nationaux-paysans pouvaient plus facilement ouvrir un large accès dans le pays aux produits de l'industrie étrangère ainsi qu'aux capitaux des impérialistes — le trust bancaire des Bratianu profitait du régime douanier et ce précisément au détriment des industries des provinces et de l'agriculture.

Est-il nécessaire de rappeler en ce lieu aux lecteurs de la Fédération Balkanique à quels prix furent obtenus les milliards de leis du créancier et tuteur impérialiste? L'apparence même d'une indépendance nationale du pays roumain fut sacrifiée. Le fait qu'un Français obtenait, comme commissaire suprême des finances roumaines, un pouvoir illimité sur le budget roumain, n'en est-il pas une preuve éclatante?

1550

Les accords secrets militaires conclus entre la Roumanie et la Pologne, voire même avec la Hongrie, ne sont-ils pas autant de preuves de ce que l'argent versé aux banques roumaines n'avait été que la récompense d'un contrat conclu entre les chefs responsables des nationaux-paysans et les meneurs impérialistes, inspireurs et artisans principaux d'une guerre impérialiste contre l'Etat Soviétique?

Cette courte page rétrospective évoquant ces faits qui appartiennent déjà à l'histoire nous a paru indispensable pour mettre au point les questions actuelles. Car, il serait autrement, impossible d'expliquer l'événement d'aujourd'hui du retour et de l'avènement au trône de Carol et de dévoiler les ressorts secrets du coup d'Etat dont nous venons d'être les témoins.

En effet, pourquoi donc ce retour inopiné, préparé dans une profonde obscurité qui a tous les traits d'un complot? D'un complot évidemment, puisqu'il s'agit de la préparation sournoise d'une guerre. N'est-il pas évident que c'est parmi les créanciers intéressés qu'il faut en chercher les complices? N'est-il pas évident que ce sont les intérêts même de ces créanciers qui jettent une vive lumière sur le mystère de cette machination? Nous avons eu, après la guerre, bien des surprises dans les Balkans. Nous avons vu tout dernièrement un aventurier proclamé roi (Ahmed Zogou, dit le roi des Albanais). Nous avons vu un roi biffant d'un trait de plume le fondement même de la Constitution d'un grand pays (le roi Alexandre de Yougoslavie) et, par la suite, suivre les bonnes traditions d'après-guerre en interdisant aux Croates, aux Macédoniens, aux Monténégrins, aux Albanais, et à tant d'autres de se considérer dorénavant comme tels. Nous avons vu des métamorphoses d'un étonnant style républicain, en Grèce. Et voici maintenant une autre nouveauté qui fait sensation même aux Balkans: le retour triomphal du fond d'un exil humiliant, d'un prince déclaré hier encore être un fou, un scélérat, un imbécile!

Nos explications ne seraient pas complètes si nous ne disions encore pourquoi les nationaux-paysans ne suffisaient plus à leurs maîtres, en quoi ils ne les contentaient plus, et quelle a été la raison qui a poussé les impérialistes (de Paris en premier lieu, évidemment, puisque ce sont ceux-là qui sont les premiers intéressés) à chercher d'autres combinaisons et à abandonner (?) les partisans de Maniu, leurs amis fidèles.

Relevons d'abord que les chefs nationaux-paysans ne sont pas du tout abandonnés. Bien au contraire. Les maîtres et conseillers suprêmes ont intervenus au moment le plus opportun pour les aider à sortir d'une impasse. Il s'est trouvé, en effet, que la tâche qu'avaient assumée les nationaux-tsaranistes leur était par trop difficile. Deux années après leur prise du pouvoir, on ne voyait guère la fameuse

réconciliation et consolidation des partis «de l'ordre». Les libéraux s'étaient montrés intransigeants. Ils avaient formé une opposition qui faisait des progrès sensibles. Ils avaient tout récemment encore réalisé des progrès aux élections municipales du mois d'avril dernier. Les libéraux, aujourd'hui, spéculent à leur tour du mécontentement général que le gouvernement Maniu a soulevé. Le succès des libéraux a eu ceci d'inquiétant qu'il a grandement contribué à mettre en évidence ce mécontentement. Il a démontré l'existence de solides perspectives pour les partisans de Maniu, qui devaient pourtant constituer les gages de la sécurité des intérêts vitaux en Roumanie des capitalistes français et autres. Le parti National-Paysan s'est bien vite compromis, après son arrivée au pouvoir. Sa popularité de jadis a disparu pour toujours. Le mensonge abominable employé envers la paysannerie pauvre et moyenne une fois dévoilé, ce parti a commencé à se désagréger, et aujourd'hui, il n'est plus du tout ce parti des masses qu'il a été le jour de sa victoire sur les libéraux. L'opportunité du retour de Carol en ce moment précis devient donc particulièrement évidente si nous rappelons le fait que lui, Carol, a de lourds comptes à régler avec les libéraux.

On voit donc que, pour sauver la situation en Roumanie, il a fallu passer à des moyens d'action autrement effectifs, les nationaux paysans ayant gaspillé à profusion le capital politique de la confiance de la majorité écrasante des électeurs, et les intérêts des créanciers étrangers se trouvant ainsi en danger. Ce d'autant plus que la tâche la plus pressante que les impérialistes se sont imposée, la préparation d'une nouvelle guerre impérialiste, s'est trouvée bien compromise dans le secteur stratégique confié à la Roumanie. Le voyage de généraux et hommes d'Etat français à Bucarest, qui a été dernièrement signalé par les journaux, et qui a été suivi de bien près du «vol» princier, est en ce sens bien significatif.

Le retour et l'avènement au trône de Carol doit servir d'avertissement aux nationalités opprimées non seulement en Roumanie, mais dans tous les Balkans. Le fascisme s'empare de positions nouvelles, et nous devons redoubler nos efforts d'organisation et de propagande révolutionnaires afin de ne pas nous trouver pris au dépourvu le jour de l'attaque brutale contre le pays soviétique, jour qui sera celui d'une terrible terreur contre les masses des nationalités opprimées, contre les ouvriers et paysans, contre tout ce qui reste au dehors du fascisme farouche et sanguinaire. Que l'avion qui transporta Carol en Roumanie soit un symbole de l'allure rapide adoptée par les fascistes dans leurs travaux de préparation fiévreuse de la guerre et dans leurs tentatives de refouler et d'anéantir l'effort vigoureux des classes exploitées et des nationalités opprimées pour l'obtention de leur affranchissement.

G. Popovici

Les Balkans et la querelle franco-italienne

Quelques changements, et qu'on doit signaler, se sont produits ces derniers temps, dans les Balkans. Ils ne sont pas sans rapport avec la situation européenne, telle qu'elle s'est dessinée à la fois avec l'échec de la Conférence de Londres, la publication du projet Briand sur la Fédération, et le développement du conflit franco-italien.

En Yougoslavie, la dictature de Jivkovitch a cru devoir se fortifier par l'adjonction de quatre ministres croates. Il est permis de s'étonner que le roi Alexandre ait pensé s'adresser à des hommes politiques de cette nationalité — Raditchistes par surcroît — et qu'ils aient tout de suite déferé à ses propositions. (Mais la surprise se dissipe, lorsqu'on se rappelle que Raditch n'avait pas agi autrement. Conspirateur nationaliste croate, républicain révolutionnaire, il avait un beau jour rendu hommage à la couronne, dont il était devenu le collaborateur. Ce qui ne l'empêcha point, par la suite, de se livrer à d'autres évolutions; encore.) Les ministres croates d'Alexandre ne représentent pas la masse des petits paysans, mais une bourgeoisie qui s'accommode de l'absolutisme, pourvu qu'il défende ses intérêts, et l'on ne saurait trop signaler la platitude des déclarations de l'un d'entre eux, Sibenik.

En Bulgarie, Tsankoff et Liapcheff, dont toutes les tractations avaient échoué jusque là, ont fini par se réconcilier, tout au moins pour distribuer les portefeuilles entre eux mêmes et leurs partisans. Le roi Boris, depuis des mois, s'entretenait pour favoriser ce rapprochement.

On pourrait de même étudier certains faits récents de l'histoire intérieure roumaine ou grecque. Comment expli-

quer la double reconstitution des cabinets yougoslave et bulgare? Pourquoi le chef des Karaguéorgévitch essaie-t-il de rallier la bourgeoisie croate à sa cause, et pourquoi Tsankoff et Liapcheff font-ils taire leurs griefs réciproques?

On peut attribuer tous ces gestes à des considérations de politique intérieure. La crise économique est grave dans toute la région balkanique, et elle se rattache, d'ailleurs, à la crise mondiale. Le commerce extérieur a singulièrement fléchi, tandis que se ralentissait le commerce intérieur; le chômage grandissait et les agriculteurs ne vendaient plus leurs produits; le rendement des impôts baissait; le déficit budgétaire devenait plus lourd, etc. etc. Naturellement, les partis d'opposition, et surtout les partis révolutionnaires, s'armaient de cette situation. Les gouvernants cherchaient à se prémunir contre leurs attaques en élargissant des bases politiques jugées trop fragiles.

Mais l'explication par la politique extérieure se justifie tout aussi bien.

Les Etats balkaniques ont senti le souffle de la guerre; qu'ils la veuillent ou ne la veuillent pas, ils entendent être prêts à y jouer leur rôle, le cas échéant. Ils concentrent leurs forces, en rassemblant dans une même combinaison les représentants de toutes les fractions bourgeoises. Liapcheff et Tsankoff déploient des ambitions antagonistes, mais tous deux sont de chauds partisans de la dictature, qu'ils ont exercée successivement. Leurs formules sont les mêmes.

Les Croates, auxquels Alexandre a fait appel, sont tout prêts à s'associer aux Serbes et aux Slovènes contre un adversaire commun. Peu leur importe que Jivkovitch multiplie les

procès politiques, qu'il ait ouvert celui des révolutionnaires macédoniens, après celui de Matchek. Ils se demandent quel serait le destin de la Croatie, si une tourmente éclatait sur l'Europe. Ils vont rejoindre l'élément ethnique dominant en Yougoslavie. C'est un peu l'Union Nationale.

Sans doute les protagonistes d'une Entente balkanique des gouvernements et des classes dirigeantes cèdent-ils à un sentiment analogue? On ne parle plus que de cette Entente, encore que tous les différends entre Yougoslavie et Bulgarie ne seront pas résolus et même qu'ils paraissent insolubles, deux impérialismes se dressant l'un contre l'autre.

La perturbation, que les discours de Mussolini ont sinon créée, du moins mise en lumière, est l'incident le plus décisif de la vie politique européenne, depuis des années. Jugez-en: on vivait sur un pacifisme illusoire, sur des déclamations sans portée, sur la duperie de la S.D.N., des traités de Locarno, du pacte Kellogg. Et brusquement l'un des maîtres de l'impérialisme universel, le plus bruyant et le plus cynique de tous, vient dire: «seuls les canons, les tanks, et les avions ont de la valeur. Tout le reste n'est que plaisanterie». Il a déchiré le voile dans lequel s'enveloppaient toutes les chancelleries bourgeoises. Et les peuples, qui croyaient à l'efficacité de l'institution Genève, ont aperçu l'abîme entr'ouvert devant eux. Les Balkaniques en ont discerné la profondeur tout comme les Occidentaux. C'est parce que leurs rois en Yougoslavie, en Bulgarie, en Roumanie, leur président en Grèce, ont deviné leur émoi, qu'à notre Fédération ouvrière et paysanne, ils ont opposé la leur qui serait monarchique, réactionnaire et ploutocratique... Mais celle-ci comporte des difficultés auxquelles ne participe point celle-là. C'est cependant un signe de l'époque qu'on en parle autant. Mais pourquoi en parle-t-on, tandis que la Bulgarie et la Yougoslavie relèvent de combinaisons contraires, que l'une pourrait être appelée, par ses alliances secrètes, à prendre les armes aux côtés de l'Italie, et l'autre, par les mêmes engagements, à combattre sous les ordres de la France?

De longue date, Paris et Rome étaient en conflit. Conflit dans l'Afrique du Nord (Tunisie et Hinterland de la Lybie):

conflit dans le bassin Méditerranéen; conflit dans les Balkans et le Levant. La France exerce une hégémonie continentale qu'elle entretient par sa diplomatie et par son militarisme. Mussolini veut faire brèche à cette hégémonie. Le jeune impérialisme d'une Italie grisée par ses annexions de 1918, et qui les juge insuffisantes, veut battre le vieil impérialisme dont Briand est aujourd'hui le champion ingénieux, costumé en pacifiste.

A la Conférence de Londres, qu'avait exactement précédée une rupture des pourparlers franco-italiens, Paris et Rome se sont affrontés. Paris refusait à Rome la parité navale et Rome a alors poussé ses constructions de croiseurs et de sous-marins, pendant que Paris accélérât les siennes.

A peine la Conférence était-elle close, que Briand communiquait aux chancelleries et publiait son Mémoire sur la Fédération Européenne. Il voulait apparaître comme l'artisan de la réconciliation générale, dans un monde qu'il avait troublé par sa diplomatie secrète. Rapprochez les accords confidentiels avec Varsovie, Bucarest, Prague et Belgrade des autres gestes du ministre des Affaires Etrangères. La sincérité de ceux-ci sera jugée par l'évocation de ceux là. Briand a voulu se libérer de toute responsabilité, si une aventure guerrière survenait. Calcul machiavélique, mais trop simpliste.

Le «duc» a répondu par les discours de Livourne et de Florence. Pour lui, il pratique aussi les alliances confidentielles, mais il se proclame militariste; il dresse publiquement l'Italie à la mentalité guerrière; il lui annonce la guerre. Veut-il la faire? Veut-il seulement intimider l'adversaire et se tailler un succès trop aisé dans les milieux surchauffés du fascisme?

A force de peindre le diable sur le mur, on le fait apparaître. A force de glorifier la guerre, on la provoque. Du contact des deux impérialismes latins, elle risque de jaillir demain... Et l'on conçoit que les Balkaniques s'en soucient et largement, car leurs pays serviront de champs de bataille. Seulement, ce ne seront pas leurs dirigeants actuels qui les en préserveront. Au contraire, ces dirigeants n'ont rien négligé pour les plonger au fond de l'abîme.

Paul Louis

La Révolte en Indochine

Une Déclaration des émigrés indochinois de Paris

La colonie française de l'Indochine englobe cinq grandes provinces: la Cochinchine, l'Annam, le Cambodge, le Tonkin, le Laos, et le petit pays de Kwang Tcham Wang — et embrasse une superficie de 700.800 km², avec 25.000.000 d'habitants. Les deux tiers de la population sont des Annamites. L'impérialisme français avait, il y a 70 ans, occupé ces provinces par ses troupes et procédé dans l'Annam et la Cochinchine à des assassinats en masse et à des dévastations. L'expédition militaire avait été précédée des agents des magnats coloniaux et des missionnaires catholiques.

Puis, les colonisateurs français s'appliquèrent à la «civilisation» de l'Indochine. Ils y détruisirent les institutions démocratiques existant jusque-là, supprimèrent l'école nationale, l'autonomie des communes, l'enseignement gratuit, etc. A la place des représentants élus dans les conseils municipaux, les colonisateurs nommèrent des commissaires (des «délégations»); à la place des écoles populaires, ils portèrent l'école française. Tout le pays fut soumis au pouvoir absolu du gouverneur français, qui avait comme principaux moyens «légaux» de répression et de règne, la bastonnade et la peine capitale.

Pour pouvoir exploiter le peuple indochinois aussi cruellement et aussi longuement que possible, le gouvernement colonisateur fit supprimer les écoles indigènes en masse, de façon que des deux millions d'enfants indochinois, seuls les 213.977 peuvent fréquenter des écoles. Et, les écoles françaises ne sont nullement indiquées à élever le niveau culturel du peuple indochinois; au contraire, elles ne servent qu'à l'abrutir, en lui imposant par force l'amour sacré de la «patrie française» étrangère. Dans les écoles sont interdits même les livres de Victor Hugo, de Rousseau, de Montesquieu.

D'autre part, les Annamites ayant achevé les hautes études en Europe n'ont pas le droit d'exercer leur profession dans leur propre pays s'ils ne se sont pas fait naturaliser français.

Le but principal de la politique colonisatrice en Indochine avait été, tout naturellement, le pillage de toutes les richesses du pays et l'expropriation des terres appartenant aux paysans indochinois. Les autorités coloniales ont exproprié des milliers et des milliers d'hectares appartenant aux Annamites et les ont tout simplement donnés aux colons français et à l'Eglise catholique qui, à elle seule, possède le 1/5^{me} de toute l'étendue de la terre, et sur les plantations apostoliques tra-

vailent 6000 à 7000 esclaves indigènes, pour une poignée de riz. Pour maintenir l'esclavage du peuple, les impérialistes français emploient comme leurs agents les riches marchands et gros-proprétaires indigènes, auxquels ils laissent les mains libres pour le pillage, de leur côté aussi, du peuple appauvri.

La France retire de l'Indochine le riz, dont la production atteint jusque 73.000.000 dz; le caoutchouc, 34.775; le tabac, la noix de coco, le poivre, les bananes, le café, le thé, le bambou, le coton. Elle y exploite les mines de charbon qui ont fourni, en 1929, 1.275.880 de tonnes; les mines de zinc et de plomb, qui ont fourni en la même année 42.482 tonnes. Le commerce extérieur et intérieur, l'exportation et l'importation, sont entre les mains des Français. Ils exploitent le pays doublement, et à l'importation, et à l'exportation qui se chiffrait en 1924 par 3.700.000.000 de francs.

L'industrie y commence seulement, et il n'en existe pas d'autre que la textile.

Le gouvernement colonisateur impose à la population de lourds impôts et le monopole pour tous les aliments principaux. Un système spécial consistant à forcer la population à boire un fort alcool monopolisé compte parmi les méthodes brutales les plus aptes à détruire matériellement et physiquement le peuple indochinois.

Pour illustrer les méthodes de gouvernement en Indochine, citons les faits suivants: En 1926, les autorités coloniales ont prononcé 1597 condamnations à la bastonnade; en 1927 — 1185; en 1928 — 2335; en moyenne, 70 coups pour chaque individu. En 1908, elles ont dissout une Association d'intellectuels annamites qui propageait l'habillement européen, le port de cheveux courts, l'abandon des mauvaises habitudes et des superstitions, la fraternité et l'amour parmi le peuple, et soulignait la souveraineté du peuple. Deux des fondateurs de cette Association ont été condamnés à mort avec sursis, et deux autres à 100 coups de bâton chacun, et à l'expulsion à 1500 km loin de l'Annam. En 1929, les autorités coloniales ont condamné à Tonkin 77 Annamites membres du Parti National «Viet Nam quoc dan dang», à des peines variant entre 2 et 20 années de prison — ensemble, à 300 années. Des centaines de membres du parti avaient été arrêtés. Tran Van Cung, soupçonné d'en être le chef communiste, avait été condamné, à huis clos, à la peine capitale; Nguyen Si Sank, aux travaux forcés à perpétuité,

pour avoir entrepris un voyage en Chine sans passeport. Ces derniers temps, l'influence du Parti National et du Parti Communiste a augmenté au sein de la population et, en liaison avec les événements en Chine et aux Indes, les paysans indo-chinois ont commencé à se mouvoir et à manifester ensemble avec les ouvriers, pour revendiquer leurs terres et leur affranchissement des impôts écrasants. Les autorités coloniales, ayant à leur tête le gouverneur Pasquier et ses aides, ordonnèrent d'ouvrir une fusillade nourrie contre ces démonstrants sans armes qui venaient pacifiquement présenter un cahier de revendications. Les manifestations paysannes avaient commencé dans la province d'Holou. Des milliers de paysans marchaient dans plusieurs localités, en élevant les revendications de: «Nous demandons de la terre! Nous ne voulons plus payer des impôts!»

Le 4 juin, au cours de la manifestation à Phu-Lam, 3 manifestants ont été tués et plus de 100 blessés; à Duc-Hom, 6 manifestants ont été tués et plus de 20 blessés. Le

Déclaration des émigrés indo-chinois en France, au gouvernement français, au prolétariat français et international

Des actes d'une barbarie inqualifiable viennent d'être commis en Indochine par les plus hauts représentants de la III^e République.

Pasquier, l'homme de Fontaine et de Homberg, ne recule devant aucun moyen pour défendre les biens de ses maîtres. Spécialiste en crimes, il vient de commander une mise en scène odieuse d'une sanglante tragédie destinée, dit-il, à «impressionner les populations indigènes pour les ramener à la raison». La première représentation de cette troupe scélérate a eu lieu à Vinh, le mois dernier. En voici l'effroyable description donnée par la Tribune Indochinoise, journal à tendance loyaliste:

«Après la lecture du jugement par le Quan-An, le Lanh-Binh emboucha son porte-voix et lança la sinistre nouvelle aux quatre points cardinaux. Trois coups de gong lugubres. Le bourreau lève à deux mains son sabre. Un éclair fulgurant dans le soleil levant. Un coup mat. La tête n'est pas tombée. La main du bourreau a sans doute tremblé. Le supplicie demande qu'on l'achève. Trois fois encore. Le glaive sanglant s'abat sur le cou qu'il seie. La boucherie se répète pour le second condamné.»

Le 8 mai, au lever du jour, à Yen-bay, quatre de nos vaillants camarades: Tiép, Luong, Thuyét et Hoàng subirent le même sort.

Trente-neuf autres condamnés attendent aujourd'hui, leur tour. Leurs dossiers, fabriqués de toutes pièces dans les ténébreuses officines de la police, viennent d'arriver à Paris pour y être examinés.

Sinistre comédie de l'impérialisme qui se cramponne à des expédients pour gagner du temps et sauver l'apparence! Vaine tentative! Les masses exploitées n'en sont pas dupes.

Et quand Pasquier, Aymard, Coty et toute la racaille réactionnaire croient que leurs pratiques barbares, dignes de l'Inquisition, peuvent écraser dans le sang le mouvement émancipateur des masses qu'ils continuent d'opprimer, d'exploiter et de pressurer, ils ne font que se tromper grossièrement. Ce sont précisément les insolences, les actes de tyrannie et de férocité de ces réactionnaires triomphants qui rendent la Révolution en Indochine nécessaire et inévitable!

Tout ce qu'ils feront pour maintenir leur domination chancelante ne sert qu'à donner plus d'énergie et d'ensemble au mouvement qui doit les renverser.

Aujourd'hui, les idées révolutionnaires possèdent et dirigent déjà la conscience collective des masses exploitées. Une compression par la force brutale ne fait qu'accélérer leur marche envahissante, indomptable.

Sous l'exploitation forcée du capitalisme en déclin, le monde se trouve divisé en deux forces fondamentales qui entrent violemment en lutte. De ce conflit gigantesque entre une minorité qui s'approprie la richesse et l'immense majorité qui la produit, il ne peut y avoir de doute sur l'issue fatale, c'est-à-dire sur la victoire totale de la multitude exploitée, consciente d'elle-même. Tout ce que fait et fera la minorité privilégiée de l'ordre actuel pour se maintenir,

5 juin, il y eut des manifestations à Ben-Lokos, le 6 juin à Dan-Taon.

En dehors des fusillades ordonnées dans les rues, les autorités coloniales ont formé une commission juridique qui s'est immédiatement mise «à l'oeuvre». En une seule séance de cette commission, qui a duré 10 heures, 87 personnes ont été «jugées», dont 10 ont été condamnées à mort, et les autres aux travaux forcés.

Les émigrés indo-chinois de Paris nous ont transmis une Déclaration adressée au gouvernement français et au prolétariat international, au sujet de l'étouffement sanglant des manifestations paysannes en Indochine. Nous reproduisons cette Déclaration en nous joignant à la protestation des émigrés indo-chinois contre la cruelle oppression nationale du peuple indo-chinois et en nous déclarant pleinement solidaires avec la lutte contre l'esclavage colonial que le valet-reux peuple de l'Indochine française est obligé de supporter depuis plus de 70 ans.

ne sert qu'à faire ressortir avec plus d'éclat cette grande vérité historique. Aucune terreur, si effroyable soit-elle, qui peut empêcher les masses asservies du monde entier de fraterniser, de s'organiser, de se lever puissamment, un jour, pour briser cette vieille machine d'oppression qui les tient encore de toutes parts.

Les emprisonnements, les déportations, les bagnes perpétuels, les peines de mort, les bombardements massifs, les mitrailleuses et les avions, rien ne peut nous vaincre.

Car ce n'est pas nous qu'il faut détruire pour sauver un régime déséquilibré, fondé sur la spoliation et l'esclavage, c'est ce régime même qui porte en lui la décomposition et la mort.

Car ce n'est pas nous qu'il faut détruire pour que tout rentre dans l'ordre, c'est vous-mêmes, parasites des peuples opprimés, profiteurs des masses exploitées pendant tant de siècles de civilisation qui furent exactement des siècles de barbarie!

Notre défaite d'aujourd'hui est le commencement de notre grande victoire de demain. Elle nous a fait saisir la signification historique, la grandeur et la nécessité de la bataille actuellement engagée. Elle nous a affranchis des préjugés, des abstractions qui nous masquent la vivante et féconde réalité. Elle nous a poussés enfin vers une étape essentiellement concrète de l'action révolutionnaire en mettant à nu les misères économiques, les fureurs politiques et l'instabilité mortelle du régime capitaliste élevé sur les fondements souillés de boue et de sang.

Des crimes atroces et sauvages aujourd'hui commis en Indochine au nom de la Civilisation,

Nous rendons responsable, le gouvernement de la III^e République qui les ratifie;

Nous rendons responsable, le parti constitutionnaliste qui par les illusions collaborationnistes dont il berce les masses depuis treize ans livre aujourd'hui des milliers de révolutionnaires indo-chinois à la boucherie impérialiste;

Nous rendons responsable, la Fédération Socialiste du Tonkin qui a déclaré que le «Socialisme, c'est l'ordre», que les «coupables devaient être traqués et condamnés sans pitié», et la II^e Internationale, complice de la colonisation sanglante;

Nous rendons responsables, enfin, tous ceux qui laissent faire le mal par indifférence ou par lâcheté.

Résolus à lutter contre l'impérialisme, nous n'avons rien à demander au gouvernement, sinon qu'aujourd'hui — disposant de la force — il lui appartienne de faire qu'au jour du règlement des comptes, nous ayons le moins de morts possible à venger.

Au prolétariat français et international, nous crions notre volonté de continuer la tâche glorieuse de nos frères sauvagement assassinés, de lutter jusqu'au bout pour l'émancipation des masses exploitées et pour le triomphe de la Révolution mondiale.

Paris, le 17 mai 1930

Les Emigrés indo-chinois

Le mouvement national croate

En marge du procès du Dr. Matchek

Par le procès contre le Dr. Matchek et les 23 nationalistes croates, la question nationale croate a été posée à l'ordre du jour dans une forme plus aiguë encore qu'elle ne l'avait été à la fin de 1914 et au début de 1925, lors de la première arrestation de la direction du Parti Paysan Croate — de Raditch — portant à l'époque encore le nom de «Républicain».

En réalité, ce sont les masses croates qui ont posé résolument à l'ordre du jour la question nationale croate, refusant toute aide au régime dictatorial grand-serbe et rejetant de soi tous ces Croates qui étaient entrés au service du régime. Mais ce qui augmente particulièrement l'aigreur de la question nationale croate, ce n'est pas seulement cette attitude négative des masses envers la dictature, mais aussi le commencement de la radicalisation révolutionnaire avec des tendances vers l'insurrection armée. Les actions de masse, les mouvements de masse, encore spontanés et non-organisés, mais sous le mot d'ordre nettement déterminé de la Croatie libre et indépendante — c'est là la raison principale ayant poussé la dictature à faire traduire devant le tribunal le leader du mouvement national croate, le Dr. Matchek, ensemble avec les jeunes Croates ayant préparé des attentats de démonstration en signe de protestation contre le régime d'oppression grand-serbe. La dictature avait l'intention d'empêcher le mouvement des masses croates de s'organiser et de se transformer en insurrection pour renverser la dictature et le régime de l'oppression nationale. L'empêcher — mais comment, et de quelle manière? En proclamant que les actuels chefs officiels du parti de Raditch sont les chefs de l'insurrection future, et en prononçant contre eux des peines lourdes ayant pour but d'intimider les masses croates.

Que cette intention de la dictature grand-serbe se brisera contre la force de résistance des masses croates, l'échec des tentatives antérieures y relatives du régime grand-serbe et la situation actuelle concrète dans laquelle se trouvent les masses croates opprimées le prouvent nettement et absolument.

Lors de la proclamation de «l'Unité Nationale» et de «l'Etat Unique», du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, sous la dynastie grand-serbe des Karagéorgiévitich, le 1er décembre 1918, le Parti Paysan Républicain Croate s'est élevé contre une telle soumission sans conditions, à la dynastie et aux impérialistes grand-serbes. Mais, tandis que la direction du parti se bornait à simplement voter contre, les masses croates, de leur propre initiative, sont sorties le 5 décembre dans les rues de Zagreb et ont proclamé la République Croate Indépendante. Cette action des masses a été noyée dans le sang par la soldatesque grand-serbe, mais les aspirations des masses croates pour une République croate libre et indépendante et leur attitude hostile envers l'impérialisme grand-serbe n'ont point pu être étouffés. Tout au contraire, plus les appétits impérialistes grand-serbes apparaissent toujours plus nettement prononcés dans le nouvel Etat, plus la résistance des masses croates augmentait. Cette résistance s'est manifestée particulièrement en 1921, lorsque, en plusieurs endroits, les masses paysannes résistèrent armées en main aux ordres du pouvoir militaire. Et ce fut encore uniquement sous la forte poussée des masses croates que la direction du Parti Paysan Croate boycotta la Constituante en 1920-1921. D'ailleurs, les masses croates n'ont jamais reconnu la Constitution de Vidovdan, ni le Parlement centraliste. En 1922, 1923 et 1924, elles ont exigé du Parti Paysan Croate de convoquer à Zagreb le Sabor croate — ancien Parlement provincial croate — en Convention Nationale dont les décisions seraient seules valables pour le peuple croate.

Les fortes sympathies des masses paysannes croates pour l'Union Soviétique et la paysannerie libérée en Russie, ainsi que pour les mouvements révolutionnaires des ouvriers et paysans, ont été le facteur principal qui a poussé Raditch à entrer en contact, à Moscou, avec l'Internationale Paysanne, puis, à Vienne, avec les Organisations nationales-révolutionnaires Balkaniques.

On constate, dans le développement du Parti Paysan Croate, qu'il avait le plus d'autorité au sein des masses croates toutes les fois qu'il accommodait sa politique aux aspirations et revendications de ces masses et qu'il proclamait les mots d'ordre correspondants.

Le début de l'année 1925 a été d'une importance historique pour le mouvement croate, alors que la tension entre les masses croates et le régime grand-serbe était arrivée à son plus haut degré, alors que pour le mouvement croate se posait la question de la lutte armée contre le régime. Les masses paysannes croates considéraient l'alliance avec l'Internationale Paysanne et la paysannerie révolutionnaire du monde entier, et particulièrement avec les ouvriers révolutionnaires de You-

goslavie, comme le plus sûr moyen pour une lutte victorieuse. Mais, en ce moment décisif, la direction du mouvement croate capitula devant le régime. Les éléments riches au sein du mouvement l'avaient emporté. Stefan Raditch lui-même, chef du mouvement, avait reconnu le roi, abjuré son républicanisme, reconnu la Constitution de Vidovdan et la Yougoslavie... contre la promesse que cet Etat serait progressivement mené vers un esprit de respect des intérêts nationaux des Croates.

Mais, et nous soulignons ce fait tout particulièrement, cette capitulation de Raditch n'avait jamais été acceptée par les masses paysannes croates. Les cercles riches au sein du mouvement, des opportunistes et des conciliateurs ne purent continuer à maintenir sous leur influence les masses croates qu'en les leurrant, en leur désignant la personne de Raditch comme une garantie de leurs intérêts, en présentant la capitulation comme une simple manœuvre de tactique de la part de Raditch. Et le manque d'un mouvement national-révolutionnaire a eu pour conséquence que le processus de la radicalisation révolutionnaire du mouvement national paysan croate ne fut pas accélérée comme elle aurait pu l'être. Le parti de Raditch réussit à endormir quelques temps encore les masses, dans leur lutte contre le régime grand-serbe, par de la tactique pacifiste «humanitaire». Mais, à la nouvelle crise d'Etat du début de 1928, éclatée par la question croate, les masses paysannes croates ont bien vite reconnu qu'elles ne pouvaient plus se faire d'illusion sur la «bonne volonté» du régime grand-serbe, ni sur la possibilité d'acquiescer leur liberté nationale dans les cadres de la Yougoslavie grand-serbe actuelle, sous le gouvernement de la dynastie grand-serbe. La crise économique, conséquence de la politique de banditisme et militariste du régime, la misère de la paysannerie qui a souffert sous les coups de la politique de l'Etat en faveur de l'industrie lourde, de cette paysannerie qui en est restée sans terre — tout cela n'a fait qu'augmenter la combativité des masses croates.

On pourrait dire sans exagération que l'assassinat de Raditch et de ses amis au Parlement aurait complètement enterré la tactique pacifiste des chefs croates et poussé les masses croates dans un élan révolutionnaire.

Aux masses croates s'étaient jointes, dans la lutte contre le régime grand-serbe, les masses paysannes serbes du Nord (Voyvodine, Croatie, Slavonie), sous la direction de Pribitchévitch, ruinées jusqu'à la mendicité par la politique économique dévastatrice du régime militariste grand-serbe. Mais, dans la plus forte poussée de ce mouvement des masses, lorsque le régime grand-serbe préparait hâtivement l'avènement de la dictature pour empêcher avec elle l'insurrection des masses, les chefs du mouvement croate ont freiné cette insurrection: et le 20 juin, le jour des meurtres au Parlement, et le 1er décembre, le jour de l'«Unité nationale».

On pourrait relever une multitude de faits qui prouvent que les masses croates, depuis le 20 juin 1928, ne pensent plus du tout à aucun compromis avec Belgrade, à aucune tactique pacifiste dans leur lutte pour leur libération du joug grand-serbe. La dictature, proclamée le 6 janvier 1929, et la terreur sanglante qu'elle exerce contre la nation croate et les autres nations opprimées, la suppression de tous droits civiques et l'anéantissement de toutes les marques et indices de la vie nationale — tout cela a définitivement raffermi chez les masses la conviction que la liberté et l'indépendance du peuple croate ne pourrait être conquises que par la lutte révolutionnaire, par l'insurrection du peuple. Tous les différents mots d'ordre des éléments opportunistes lancés jusqu'ici sur l'autonomie, le «self government» élargi, ont pâli aux yeux des masses et n'ont plus laissé de place qu'à celui de la République Indépendante Croate. C'est ce de ce mot d'ordre que le peuple croate attend sa liberté; c'est guidées par cette parole que les masses croates se préparent pour l'insurrection.

Et si aujourd'hui, la dictature désigne le Dr. Matchek et ses amis comme les chefs de la prochaine insurrection nationale croate, il faudrait aussi voir s'ils répondent réellement à ce rôle.

Le Dr. Matchek, comme chef du mouvement national croate, a déclaré au procès qu'il n'est point contre l'unité de l'Etat, mais bien pour une telle unité où la liberté croate serait respectée; qu'il n'aurait point fait de la propagande pour la libération de la Croatie, car il n'était point besoin de propagande pour ce qui viendrait de soi-même, du moment que cette aspiration se trouve dans les coeurs de tous les Croates. Par ces déclarations opportunistes sur l'unité étatique et la tactique pacifiste, le Dr. Matchek n'exprime pas du tout les aspirations et les intentions du peuple croate.

Les intentions du peuple croate sont nettement révolutionnaires, et les masses du peuple croate voient dans l'unité de l'Etat le synonyme de l'oppression grand-serbe, et dans la réalisation de la République croate libre et indépendante, le seul chemin par lequel on pourrait ensuite arriver à l'union fraternelle avec les peuples de Yougoslavie libérés et indépendants; dont aussi le peuple serbe.

Le Dr. Troubitch, le principal défenseur du Dr. Matchek, et sous-chef du mouvement national croate, a fait dans son plaidoyer des déclarations politiques illustrant d'une façon encore plus précise l'attitude opportuniste du Dr. Matchek et des autres. Il dit, en particulier, que les actes terroristes des jeunes Croates n'ont pas été dirigés contre l'unité nationale et l'unité de l'Etat; que l'action des accusés, et surtout celle du Dr. Matchek, n'est point en contradiction, mais bien en accord avec la politique de Raditch que le procureur avait désigné de sage et de pacifiste. Il a plaidé pour un compromis digne et a dit qu'il regretterait si la querelle et l'hostilité se maintenaient encore plus longtemps. Il tint enfin à souligner que la loi pour la Défense de l'Etat avait été créée contre les communistes, et non pas contre les nationalistes.

Aux jeunes, qui ont pris au début du procès une attitude combattive tellement sympathique, les «vieux» et la défense ont imposé le silence, et nous sommes convaincus que, dans leurs discours de fin au procès — que, pour des raisons de «tactique», les «vieux» leur ont interdit de tenir —

ils auraient exactement exprimé les intentions révolutionnaires de la jeunesse croate.

Le Tribunal d'Etat dictatorial ne manquera pas de frapper de ses condamnations les nationalistes croates accusés. Mais, par ces sentences, le régime n'intimidera point les masses croates. Bien loin de là! Les masses croates ne seront que plus encouragées dans leurs sentiments par ces condamnations de la dictature. Le fait le plus important que ce procès a apporté au mouvement national croate, c'est la clarté absolue de la situation relative aux méthodes de lutte de la direction actuelle du mouvement national croate. La direction, qui oublie le mot d'ordre principal du mouvement, celui de la République Croate Indépendante; la direction, qui se désolidarise de la lutte héroïque des communistes contre la dictature, alors que les masses forment un front uni dans la lutte; la direction, qui prêche toujours encore des méthodes pacifistes de lutte, alors que la dictature assassine et terrorise le peuple croate et les autres peuples opprimés; la direction, qui oublie de souligner en même temps la liberté et l'indépendance du peuple croate et la liberté et l'indépendance des autres peuples opprimés et de poser comme la tâche la plus primordiale la réalisation du front uni de tous les opprimés tant du point de vue national que social — cette direction ne peut pas conduire les masses du peuple croate à la libération. Les masses ont prouvé qu'elles sont capables de prendre elles-mêmes leur cause en leur propres mains; et elles le feront.

N. Matijevitch et

La Société des Nations, et les memorandums et pétitions macédoniens et leur sort^{*)}

II.

Quels buts ces Macédoniens poursuivaient-ils par cette pétition? quels buts toutes ces organisations macédoniennes ont-elles poursuivis, ou poursuivent-elles encore, en commençant par l'ORFM fasciste, en passant par le Comité National des Confréries Macédoniennes, et en finissant par l'Union Féminine et les Confréries particulières macédoniennes en Bulgarie — toutes ces organisations qui, chaque année, présentent à la Société des Nations nombre de memorandums et de pétitions?

Toutes ces organisations macédoniennes s'efforcent à aider la politique du national-impérialisme bulgare, dont les expressions typiques sont ces partis de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie bulgares qui ont toujours trahi les intérêts et les idéals du peuple macédonien. Ces partis ont conclu des traités avec les pays voisins de la Bulgarie pour le partage de la Macédoine — car ils voulaient en posséder au moins une partie, étant dans l'impossibilité de la conquérir toute. Au nom de cette politique, ces partis ont fait les guerres qui ont ruiné la Macédoine et la Bulgarie. Les organisations et comités macédoniens et les particuliers, qui ont adressé et adressent des pétitions à la S. d. N., ont aidé et aident de tous leurs moyens cette néfaste politique dont ils sont les propagandistes les plus serviles. Ils ont, à cet effet, soutenu sans réserves la politique intérieure d'oppression appliquée à l'égard du peuple travailleur bulgare qui était contre la politique intérieure et extérieure des impérialistes et réactionnaires bulgares.

Le gouvernement actuel, organiquement lié à cette politique, ayant perpétré de lourds crimes contre les masses travailleuses des peuples bulgare et macédonien, poursuit aujourd'hui plus que jamais cette politique de trahison qui trouve son expression particulière dans le désir inassouvi du gouvernement bulgare de s'annexer un morceau quelconque de la terre macédonienne ravie aujourd'hui par la Grèce et la Yougoslavie, au cas échéant, de s'accorder avec l'un de ces Etats pour arracher tel morceau de l'autre Etat.

Mais il suffit de mentionner ici les marchandages avec la Grèce et la Serbie en 1912, lorsque le gouvernement bulgare d'alors, dont les partis constituent la colonne vertébrale du gouvernement d'aujourd'hui, a sacrifié une grande partie de la Macédoine possédée aujourd'hui par la Grèce et la Serbie pour obtenir des compensations en Thrace occidentale jusqu'à Midia-Bnos — et l'on comprendra aisément quels sont les véritables

stimulants de cette politique. Pour essayer de donner à ces prétentions une apparence de légalité ou d'équité, les gouvernements bulgares parlent toujours du caractère bulgare de la Macédoine... après avoir fait tout leur possible pour dépeupler la Macédoine des Macédoniens bulgares. Les verkhovistes et les fascistes macédoniens ne s'intéressent tant de la situation insupportable des Macédoniens bulgares en Serbie et en Grèce, avec lesquels ils n'ont ni n'entretiennent aucune liaison, que pour faciliter la politique impérialiste bulgare qui, aujourd'hui encore, et peut-être plus que jadis, fait des marchandages avec la Serbie, aux dépens des autres pays voisins — ou avec la Grèce, aux dépens de la Serbie.

En examinant la question ci-dessus posée, nous devons tenir compte d'un autre fait qui pousse toutes les organisations macédoniennes fascistes et toute la presse fasciste bulgare à soutenir les actions dont nous parlons.

Il est avéré que les Macédoniens bulgares ne croient plus en la mission libératrice des gouvernements bulgares. Les terribles malheurs qu'ils ont eu à supporter ont été surtout dus à la politique annexionniste du palais et des gouvernements bulgares. Aujourd'hui, on ne peut plusurrer les Macédoniens — ni ceux qui sont restés en Macédoine, ni ceux qui se trouvent dans l'émigration — on ne peut plus les bernier en leur disant que les soldats bulgares les libéreront, ou même qu'ils aideront à leur libération. Mais, d'autre part, les impérialistes et fascistes bulgares et leurs agents macédoniens ont grand intérêt à faire accroire au peuple macédonien qu'ils lui portent un grand et tendre souci. C'est pour cela qu'ils rivalisent, les uns et les autres, à créer des illusions d'une lutte qu'ils seraient en train de mener pour l'amélioration du sort du peuple macédonien.

C'est là un des buts que les Macédoniens fascistes poursuivent par leurs attentats; c'est là le but qu'ils poursuivent par leurs lamentables pétitions à la S. d. N. Ils veulent ainsi faire accroire aux Macédoniens bulgares qu'ils font des démarches pouvant être couronnées de succès — alors que le peuple macédonien ne peut rien attendre d'une Institution qui, ainsi que nous l'avons vu, ne représente que l'expression des intérêts de l'impérialisme.

Nous avons parlé d'une récente pétition de trois Macédoniens. Or, au nom de qui ces messieurs ont-ils parlé? et quel était le caractère des lettres qu'ils ont adressées au secrétariat général de la S. d. N. et au ministère des Affaires Etrangères à Belgrade? Et quels ont été les commentaires à ce propos de la presse fasciste bulgare, macédonienne, ou autre?

Nous devons avant tout relever que ces messieurs, qui ont prétendu composer une «délégation macédonienne», sont bien peu qualifiés à exprimer les sentiments du peuple macédonien, ni à parler en son nom. Et cela est surtout vrai pour les deux «membres» de cette «délégation macédonienne»: Grigor Anastassoff et D. Chaleff, tous deux bien connus par toute la population macédonienne sous le joug serbe comme des individus représentant plutôt les intérêts du régime grand-serbe que ceux

^{*)} Voir «Féd. Balk.» No 129/130, 131, 134 et 135/136.

Dans le No 135/136 (12/13-A) de la *Fédération Balkanique* du 1er juin a. e., dans l'article de D. Vlachoff sur la *Société des Nations*, page 2924, une erreur technique s'est glissée: le passage (colonne 2me, ligne 58 à 68 d'en haut, doit être lu comme suit:

Ils ne pourraient voir, de cette lecture, que la «minorité bulgare» est privée de tout droit — dans la même situation se trouvent les «minorités» albanaise, turque, koutsovalaque, etc. en Macédoine, c'est-à-dire tout le peuple macédonien, et il ne s'agit point ici d'une minorité nationale ou des minorités nationales; mais d'un peuple entier, opprimé en entier — qu'on lui refuse le droit d'exister, le droit d'organiser ses partis nationaux, de présenter ses listes électorales; le droit de parole, de presse, de réunion, d'association et même d'organisation professionnelle, et qu'elle ne jouit même pas des droits, quoique bien limités, qu'elle possédait avant la dictature; que la population bulgare en Macédoine est soumise... etc.

de la population opprimée. Or, la population macédonienne sous le joug serbe a à maintes reprises formulé et exprimé ses revendications, et ses représentants ont maintes fois stigmatisé le régime odieux de Belgrade; après les attentats provocateurs de 1927 organisés par Ivan Mikhaïloff, le patron de messieurs les pétitionnaires, les représentants qualifiés du peuple macédonien sous le joug serbe ont adressé à l'opinion publique européenne et spécialement aux personnalités en vue en Yougoslavie un Exposé décrivant la situation inouïe dont est victime le peuple macédonien, protestant contre la terreur serbe, et stigmatisant l'ORIM fasciste. On ne peut donc commettre de plus violente injure envers le peuple macédonien, envers ses sentiments et ses idéals, que celle commise par ces messieurs, qui se permettent de parler en son nom, alors que ce peuple, loin de les investir de la qualité de ses représentants, s'indigne même de les voir parmi ses rangs.

Mais, qu'écrivent-ils, ces messieurs, au secrétaire-général de la Société des Nations?

En parfaits laquais, ils ont la vile effronterie de prétendre que, la visite de M. Drummond à Belgrade — peu avant la dite pétition — aurait provoqué chez la population macédonienne de Yougoslavie une véritable joie enthousiaste, ce qui serait une preuve évidente de la foi de cette population en la S. d. N. et en sa grande mission de créer une ère de complète tolérance, de fraternité parmi les peuples (*sic*).

Dans leur lettre adressée au «Comité National», ces «délégués macédoniens» expriment leur profonde conviction de ce que «la Société des Nations, cette puissante Association internationale, répondra par une décision équitable à l'Appel de la minorité bulgare de Yougoslavie et trouvera les moyens nécessaires pour obliger le gouvernement yougoslave à remplir ses obligations internationales envers les différentes minorités en Yougoslavie», etc. etc.

Enfin, pour comble de tout cela, ces messieurs, sujets loyaux du roi Alexandre, ont adressé une lettre au ministère yougoslave des Affaires Etrangères, dans laquelle, après avoir présenté leurs excuses de ce qu'ils ne se sont pas adressés d'abord au gouvernement yougoslave, déclarent qu'il est grand temps que ce gouvernement reconnaisse le fait qu'en Macédoine vivent des Bulgares. Alors, disent-ils, la question de la minorité bulgare en Yougoslavie sera résolue dans l'intérêt même de la consolidation intérieure de la Yougoslavie, consolidation qu'ils désirent eux-mêmes si ardemment.

Aussitôt la pétition déposée, la presse fasciste dans plusieurs pays commença une violente campagne, entretenue et attisée par les représentants à l'Etranger de la presse fasciste bulgare qui voulaient par là aider moralement l'ORIM d'Ivan Mikhaïloff et le Comité National. Les auteurs de cette pétition ont été présentés, dans différents journaux fascistes, comme les fils les plus dignes de la Macédoine. La presse fasciste macédonienne a présenté, de son côté, la Société des Nations comme une noble Institution de la conscience humaine internationale. Les échos de cette action arrivèrent jusqu'au Parlement anglais; le député Ch. Buxton adressa à ce sujet une question au ministre des Affaires Etrangères, et ce dernier répondit qu'il aura en vue cette pétition et qu'il attend d'en être officiellement saisi par la S. d. N.

Les fascistes macédoniens avaient essayé, par cette pétition, de créer de nouvelles illusions chez ces Macédoniens qui croient toujours encore que leur sort pourrait s'améliorer par des pétitions et des memorandums à la Société des Nations — par de telles pétitions entretenant de telles illusions; les fascistes macédoniens tendaient à relever leur propre crédit, c'est-à-dire celui du Comité National des Confréries Macédoniennes en Bulgarie, et celui d'Ivan Mikhaïloff, chez l'émigration macédonienne en Bulgarie et ailleurs.

Dans les commentaires de cette pétition, la presse fasciste macédonienne a souligné à différentes reprises que les signataires de la pétition ont déclaré que tous les faits énoncés dans les pétitions déposées par les organisations de l'émigration macédonienne (c. à d. pour la Bulgarie — les organisations macédoniennes fascistes, car ce sont ces organisations qui seules peuvent y exister) répondent absolument à la réalité et aux désirs de la population bulgare en Yougoslavie — et cela montre plus que tout quelles étaient les véritables intentions des organisateurs de cette action.

Quels ont été les résultats de cette action des fascistes macédoniens?

La Société des Nations, en dépit des promesses de M. Henderson, n'y a donné aucune suite. Et on ne pouvait vraiment pas s'attendre à autre chose de la part de la S. d. N. Nous avons montré dans des articles précédents le véritable

caractère de cette Institution qui, étant tout simplement un organe des grandes puissances impérialistes, ne peut rien entreprendre du tout contre ses membres balkaniques — en l'occurrence la Yougoslavie, agent de la politique de ces mêmes impérialistes. Nous voulons montrer ici que les auteurs de cette pétition, et leurs inspirateurs, l'ORIM fasciste et le Comité National, ne croyaient eux-mêmes pas que la Société des Nations puisse prendre en considération quelconque leurs revendications pourtant tellement modestes.

«Cette pétition sera elle aussi recouverte de poussière dans une quelconque des archives de la S. d. N. Si ce n'était la promesse catégorique de Henderson, le monde aurait l'impression que cet acte politique important resterait sans valeur aucune pour la S. d. N. «ruelle et inerte»...», déclarent leurs organes de Genève et de Sofia.

Et pourtant, les fascistes macédoniens continuent à se lamenter et à adresser des pétitions à la Société des Nations «ruelle et inerte»! Il y a quelques jours, l'Union Féminine Macédonienne faisait la même chose. Les différentes Directions des Confréries en Bulgarie continuent, par ordre, à adresser des télégrammes et des protestations à cette même Société des Nations, contre les arbitraires que le gouvernement serbe continue à perpétrer envers la population macédonienne pour la forcer à se déclarer serbe et bienheureuse sous la dictature fasciste.

Les fascistes macédoniens continuent ces «actions» pour jeter de la poudre aux yeux des Macédoniens mal informés sur le rôle véritable de la S. d. N.; pour créer chez eux l'illusion que la libération de la Macédoine viendrait de cette Société des Nations tantôt «humaine», tantôt «ruelle et inerte»; enfin, pour faire accroître au peuple macédonien qu'ils travaillent pour lui, et le détourner ainsi de l'unique route qui le mènera vers sa libération: de la lutte révolutionnaire des masses — ce afin de pouvoir continuer leur vil rôle d'agents des impérialismes bulgare et italien en même temps que de bourreaux du peuple travailleur bulgare et macédonien.

Eh bien, non! les représentants du peuple opprimé macédonien ne sont pas ces lamentables pétitionnaires, l'ORIM fasciste et le Comité National. C'est sous le drapeau de notre Organisation, de l'ORIM Unifiée, que se rangent les masses populaires macédoniennes. C'est l'ORIM Unifiée qui seule a le droit, et le devoir, de parler au nom du peuple macédonien opprimé, car c'est elle qui exprime les véritables intérêts, vœux, idéals du peuple opprimé macédonien.

L'ORIM Unifiée parle, elle, non pas en s'adressant aux gouvernements impérialistes ou à leur Institution, la Société des Nations. Car s'adresser à eux signifierait implorer la clémence des bourreaux. L'ORIM Unifiée s'adresse, elle, aux forces révolutionnaires des masses travailleuses, au mouvement national-révolutionnaire et à l'opinion progressive honnête des Balkans et du monde entier.

C'est cette aide que notre Organisation recherche, et reçoit.

Mais son attention se dirige surtout vers l'organisation des masses macédoniennes pour la lutte, pour la lutte révolutionnaire commune, ensemble avec les autres peuples nationaux opprimés, les minorités nationales et les masses ouvrières et paysannes révolutionnaires des Balkans. Et elle ne revendique pas l'application des différentes clauses des traités d'esclavage, mais l'abolition des dictatures balkaniques existantes, la complète libération et union de la Macédoine écartelée; elle revendique une Macédoine libre et indépendante, dans les cadres d'une Fédération des Républiques Balkaniques des Masses Travailleuses.

(Fin.)

D. Vlahhoff

Le pouvoir soviétique et la solution de la question nationale en Transcaucasie

I.

La révolution prolétarienne en Russie a placé sous un nouveau jour le mouvement de libération des nations opprimées dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Elle a montré que la véritable libération de ces nations du joug des Etats impérialistes, ne pouvait être acquise que comme résultat de la révolution sociale victorieuse, sous la conduite du prolétariat. Considérée de ce point de vue, la Russie Soviétique a donné le plus grand exemple historique d'une véritable solution de la question nationale. Ce n'est pas en vain que les regards des peuples asservis du monde entier sont dirigés vers l'Union Soviétique, vers ce foyer lumineux de la vie commune et fraternelle des travailleurs de toutes les nations de l'ancien impérialisme russe.

La Russie de la bourgeoisie et des gros propriétaires représentait, au point de vue ethnographique, un pays habité par de nombreux peuples, dont certains, comme par exemple les Arméniens, les Géorgiens, avaient une culture vieille de milliers d'années, et d'autres, tels que les Kirguizes, les Kalmoucks, les montagnards caucasiens, etc., étaient des nomades dont le développement intellectuel était celui des peuples ne s'occupant que de l'élevage de bestiaux. Cette agglomération de peuples tellement divers, le pouvoir tsariste la maintenait sous sa domination par la force la plus brutale. Il proclamait et imposait l'idée de la suprématie et domination absolue du peuple grand-russe, qui ne constituait que les 50% de la population totale. La politique d'assimilation était l'expression plastique de l'oppression nationale. Le tsarisme appliquait avec le plus grand cynisme le principe du *divide et impera*. Il sema non seulement l'antagonisme et la haine entre les travailleurs des différentes nations, mais inspirait et organisait souvent de sanglants excès (pogromes juifs, massacres entre Arméniens et Tartares, fréquentes rencontres armées entre les tribus de l'Asie Centrale).

A partir de la deuxième moitié du XVI. siècle, l'Etat moscovite dirigeait ses aspirations vers la conquête des routes commerciales menant de l'Europe en Perse. Ces aspirations étaient dictées par les intérêts du capital commercial. Dès la seconde moitié du XV. siècle déjà, la Russie, après avoir subjugué les Tartares, était entrée en relations commerciales suivies avec la Perse et les autres pays de l'Orient. La Perse était le théâtre de la concurrence commerciale internationale. Pour le capital commercial tant anglais que hollandais et russe, la Perse constituait un centre important du commerce de la soie (la soie était alors le principal article de commerce). Ceci explique l'avance offensive de la Russie vers l'Orient, en premier lieu vers la Perse. L'époque de Pierre I. renforce ces aspirations vers la conquête des routes et centres commerciaux, et le point culminant en est atteint lors de la dernière guerre impérialiste, dans laquelle la Russie se lança pour réaliser le long rêve du capital russe commercial et industriel: la conquête de Constantinople, de cette clef du monde.

Mais la politique agressive du tsarisme contre les pays d'Orient, particulièrement contre la Perse et la Turquie, ne se manifesta pas seulement par la conquête de favorables positions commerciales, mais aussi par la conquête des territoires de ces pays, et par la destruction de leur existence comme Etats indépendants. Dans l'intérêt du capital commercial et industriel, la Russie tsariste a mené au XVIII., XIX. et au début du XX. siècle toute une série de guerres contre la Perse et la Turquie, franchi la chaîne des montagnes du Caucase et s'est emparé de nombreuses contrées situées entre la mer Caspienne et la mer Noire. Ces territoires étaient habités en partie par des Turcs, en partie par des Chrétiens (des Géorgiens et des Arméniens). Sa politique de conquête, le tsarisme l'appliquait non seulement par le sabre et le feu, mais aussi en s'enveloppant de l'idée de la libération des «peuples chrétiens» de la Transcaucasie du «joug des Musulmans».

Le tsarisme s'installa définitivement en Transcaucasie après la guerre russo-turque de 1877—1878. L'administration fut placée en les mains d'un représentant du tsar. Cette région de la lisière sud-orientale de la Russie tsariste constituait une véritable colonie. La bourgeoisie russe en exportait les matières premières et y importait les articles manufacturés. Il n'y existait même pas les éléments primitifs d'une autonomie. Même les «semstvos» (administrations communales de bourgeois et de nobles) n'y étaient admis. Par toutes les mesures possibles fiscales et administratives, le tsarisme étouffait la formation et le développement de l'industrie indigène. La population paysanne était entièrement livrée à la merci des begs musulmans, des princes géorgiens, des meliks arméniens, et du clergé, et écrasés non seulement sous les taxes et impôts de l'Etat, mais aussi sous la cruelle exploitation des gros propriétaires. De plus, le tsarisme installa en Transcaucasie les différents sectes religieuses de toute la Russie et leur donna les meilleures terres, aux dépens des paysans autochtones. Ainsi, d'une part il transplantait les éléments mécontents dans une contrée-lisière éloignée, et d'autre part, en leur accordant une situation privilégiée, il s'assurait dans les pays conquis un appui sûr contre les paysans indigènes. La vie culturelle de la population indigène était, dans toutes ses manifestations, l'objet d'une cruelle oppression. Les fonctionnaires tsaristes, pénétrés de désirs pan-étatiques, poursuivaient de toute leur force et énergie la russification de ces contrées. Les langues et écoles nationales étaient persécutées. Si même, sous la pression de l'opinion publique, l'enseignement dans la langue nationale était toléré dans les écoles nationales, ces dernières étaient cependant privées des droits dont jouissaient les écoles russes. Les licenciés de ces écoles ne pouvaient être admis ni dans le service de l'Etat, ni dans les Ecoles supérieures. Les

larges masses populaires de la Transcaucasie souffraient sous le joug du régime «chrétien» tsariste non moins que sous le joug «musulman» de la Perse ou de la Turquie. Aussi advint-il souvent, après la conquête de la Transcaucasie par le tsarisme, que les populations paysannes du pays émigrèrent en masse en Perse ou en Turquie.

Cet état d'asservissement brutal, dans lequel se trouvaient les larges masses laborieuses de la Transcaucasie, nourrit et fit exploser des aspirations séparatistes. Pour combattre ces aspirations, le tsarisme, par sa politique législative, administrative et économique, sema la haine et l'antagonisme parmi les principaux peuples de la Transcaucasie: les Turcs, les Géorgiens et les Arméniens. Lors de la conquête de la Transcaucasie, ces trois peuples se trouvaient en de différents degrés de développement économique. Alors que les Arméniens avaient déjà une classe commerciale développée avec d'importants capitaux accumulés, les Turcs se trouvaient encore dans la phase patriarcale-féodale, et les Géorgiens dans celle de la période de transmission de la désagrégation de la noblesse et de la formation d'une bourgeoisie nationale commerciale et industrielle. Dans la vie commerciale et industrielle, le capital commercial arménien détenait le commandement. L'incapacité de concurrence de la classe des gros-propriétaires turcs en extinction et de la classe commerciale et industrielle géorgienne en formation, vis-à-vis du capital commercial et industriel arménien, ne manqua pas de déclencher son contre-coup. De son côté, la classe commerciale et industrielle arménienne s'efforçait par tous les moyens à ne pas laisser diminuer son poids spécifique en Transcaucasie. L'intellectualité nationaliste de ces peuples se fit le défenseur des intérêts de leurs classes exploitatrices et continua à maintenir au sein des masses populaires les antagonismes de leurs intérêts économiques. C'est ainsi que fut créé l'antagonisme arménien-géorgien et arménien-turc. Les satrapes tsaristes envenimèrent plus encore cet antagonisme par tous les moyens, et empêchèrent ainsi l'union des masses laborieuses de la Transcaucasie contre le tsarisme, leur ennemi commun.

C'est dans cette atmosphère étouffante du double joug national et de classe que vécurent les masses travailleuses de la Transcaucasie jusqu'au renversement du tsarisme — et cette atmosphère devenait plus étouffante encore et plus envenimée par la propagande et les actions de l'intellectualité nationaliste des peuples transcaucasiens.

Quant au mouvement socialiste en Transcaucasie, il s'y développa parallèlement avec celui de la Russie. La faiblesse du prolétariat industriel s'y manifesta dans le développement du mouvement prolétarien à un même degré qu'en Russie. Toutefois, au début du XX. siècle, ce mouvement prit de l'extension, sous l'influence idéologique du prolétariat développé et fort en nombre de Bakou. Tout comme en Russie, deux courants pouvaient être constatés dans le mouvement socialiste de la Transcaucasie: le courant conséquent international, et le courant opportuniste national. Ce dernier courant dominait à la suite des formes économiques dominantes petites-bourgeoises et du manque d'une industrie lourde.

Lors de la Révolution d'Octobre, trois partis principaux déployaient leur activité dans la vie politique des peuples de la Transcaucasie: les social-démocrates géorgiens «Menchéviki», le parti arménien «Dachnaktzoutiou», et le parti turc «Moussavatt». Ces trois partis étaient les plus influents et dirigeaient le sort de leurs peuples respectifs. Les social-démocrates, Menchéviks géorgiens appartenaient à l'aile opportuniste de la social-démocratie russe et représentaient les intérêts de la petite-bourgeoisie. Le parti arménien Dachnaktzoutiou qui, vers l'an 1890, s'était formé en parti purement nationaliste, adhéra, en 1907, à la II. Internationale, en se parant de plumes socialistes, alors que, d'après son idéologie, il ne représentait et ne défendait que les intérêts de la bourgeoisie commerciale et industrielle arménienne. Les Moussavattistes turcs étaient les défenseurs idéologiques des gros-propriétaires turcs et de cette bourgeoisie turque en formation qui se nourrissait des idées du panturquisme. Tous ces partis avaient de commun le nationalisme. C'est ce qui explique que la social-démocratie géorgienne put s'allier avec la bourgeoisie féodale turque et la petite bourgeoisie arménienne pour s'opposer à la Révolution d'Octobre. Ces partis, à la remorque d'abord de l'impérialisme germano-turc, puis de l'impérialisme anglo-français, proclamèrent en 1918, après une union purement mécanique, le détachement de la Transcaucasie de la Russie Soviétique révolutionnaire, et constituèrent le Sejm Transcaucasien, cette caricature d'une administration unie. Mais à peine ces partis avaient-ils proclamé le détachement de la Transcaucasie, que les antagonismes de leurs aspirations et des intérêts des classes par eux représentées surgirent au premier plan avec la plus âpre acuité. Le Sejm Transcaucasien prouva n'être qu'un débris de l'histoire. A peine les nationalistes de Trans-

caucasie se furent-ils séparés de la Révolution prolétarienne, qu'ils se sautaient déjà à la gorge. Le résultat en fut l'écroulement du Sejm Transcaucasien et, en mai 1918, les trois Républiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbeïdjan se déclarèrent indépendantes. Ces trois Républiques «démocratiques» eurent une existence de trois ans, et leur existence sous les régimes d'un parti «démocrate» et de deux partis «socialistes» fut pleine de querelles et luttes sanglantes interminables pour un pouce de territoire, pleine d'intrigues et de haine. Immédiatement après la constitution de ces Etats indépendants commença la série ininterrompue de rencontres armées entre les Turcs et les Arméniens, d'une part, et les querelles et intrigues entre les Géorgiens et les Arméniens, de l'autre, qui mena à la guerre entre ces deux Etats. L'extermination réciproque des peuples de la Transcaucasie se montrait menaçante comme une épée de Damoclès. Les dirigeants de ces sanglantes luttes fratricides étaient tantôt les impérialistes germano-turcs, tantôt les impérialistes anglo-français. La Transcaucasie fut occupée tantôt par des troupes allemandes et turques, tantôt par des troupes anglo-françaises. Les pachas turcs, les hobereaux allemands et les généraux anglais et français, se suivant les uns les autres, dirigeaient, foutet en main, la politique de ces Etats «indépendants», en toute première ligne contre le prolétariat révolutionnaire victorieux.

Les vagues de la Révolution d'Octobre balayèrent les forces contre-révolutionnaires et avancèrent sans halte du Nord vers le Sud-Est. Sous les puissants coups des ouvriers et paysans de la Russie, les impérialistes internationaux furent forcés de renoncer à l'idée d'étouffer par la force brutale la jeune République prolétarienne. Après s'y être brûlés les doigts, ils évacuèrent les Républiques contre-révolutionnaires transcaucasiennes et les abandonnèrent à leur sort.

La politique triennale des gouvernements de la Transcaucasie, et les partis contre-révolutionnaires des Menchéviki, Dachnaktzoutioun et Moussavatt, qui s'étaient placés derrière eux, ruinèrent complètement la région entière transcaucasienne et transformèrent maints de ses localités en des monceaux de cendres. L'industrie fut arrêtée, l'économie paysanne se trouvait en pleine désagrégation. Les frontières et remparts douaniers artificiellement érigés y paralysèrent le commerce et livrèrent toute la région aux maisons commerciales étrangères et à des organisations spéculatives.

L'issue de cette situation paraissant sans issue, les travailleurs de la Transcaucasie la trouvèrent, en renversant la domination des partis nationalistes. Les classes et partis contre-révolutionnaires de la Transcaucasie, abandonnés à leur sort par les forces militaires des impérialistes, furent renversés par les ouvriers et paysans de ce pays, en 1920, et 1921. En 1921, les ouvriers et paysans de la Transcaucasie, avec l'aide de l'armée rouge de la Russie Soviétique, proclamèrent le Pouvoir Soviétique. La victoire de la Révolution prolétarienne en Transcaucasie fut le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de ces peuples — de l'ère de la vie commune paisible et fraternelle, du florissant développement économique et culturel.

Prof. D. S. Tersim

La réforme agraire en Albanie

Le système féodal a exproprié par le feu et le fer et a réduit en serf attaché à la glèbe le paysan albanais des plaines de Mouzéké, de l'Albanie centrale; ces plaines jadis si belles et si florissantes ont été transformées en de vastes régions marécageuses, infectées par les fièvres paludéennes. Inondées par les eaux pendant les trois quarts de l'année, elles ne sont plus bonnes pour la culture de céréales; elles sont devenues des pâturages où l'on pratique un élevage tout-à-fait primitif.

L'avènement du féodalisme a marqué, chez nous comme partout, la décadence de l'agriculture. La profession d'agriculteur, dans la société féodale, devient déshonorante. Le nom de «bulk» (bulcus), cultivateur en Albanie, est synonyme d'homme sans honneur, d'esclave. Dès lors, qui donc voudrait être «bulk»? La vie du «bulk» est une vie de chien. Il est entièrement à la merci de son maître, du bey, de l'agha, ou de leur intendant le «qehaya», qui est plus cupide et plus cruel encore que son maître. Le «bulk» est battu, humilié. Ses filles, sa femme même sont des objets de jouissance pour le bey ou ses acolytes. Qui peut, s'enfuit, gagne les montagnes, devient mercenaire ou bandit, selon ses goûts et les circonstances. Un bandit, c'est quelqu'un — un bulk n'est pas un homme: voilà ce que pense un montagnard albanais. Et les plaines albanaïses se dépeuplent continuel-

lement — ceux qui restent dans les plaines sont décimés par les fièvres paludéennes, par la famine et les souffrances sans nombre qu'ils ont à endurer, eux et leurs familles. Et les champs de blé deviennent ainsi des pâturages sauvages qui ne demandent pas de soins à leurs propriétaires.

Dans toutes les plaines qui s'étendent le long du littoral albanais et qui fournissaient jadis Rome en céréales et en vins, c'est à peine s'il y a encore quelques dizaines de milliers d'habitants. L'Albanie en est réduite à importer chaque année du maïs pour nourrir sa population, d'ailleurs si peu nombreuse. La famine y sévit à l'état endémique dans toutes les régions montagneuses du pays. Voilà ce que le système féodal a fait de l'Albanie. Tant que ce système, ou les restes de ce système subsisteront, ni le commerce et ni l'industrie ne pourront y prospérer. Et les caisses de l'Etat seront vides. Le roi même sera obligé de se contenter de la somme annuelle de 3.000.000 de frs. or qu'il prélève du budget de l'Etat et qui correspond aux 10% du revenu total de l'Etat. Un rien, n'est-ce pas?

Ainsi, le problème de la réforme agraire s'est posé avec une grande acuité dès les premiers jours mêmes de l'existence du jeune Etat albanais. Il faut liquider en Albanie les restes du féodalisme pour y frayer la voie au capitalisme. Il faut que la plaine se repeuple, que le paysan s'enrichisse un peu pour qu'il soit en état de payer ses impôts et d'acheter des marchandises du commerçant et de l'industriel albanais. Voilà comment la bourgeoisie albanaïse est intéressée à la réalisation de la réforme agraire. Mais comme, d'autre part, elle est étroitement liée avec la classe des propriétaires fonciers, la bourgeoisie albanaïse ne voudrait point faire à ceux-ci la peine la plus légère; elle est, par conséquent, partisane d'une réforme qui n'impose aucun sacrifice, qui ne porte aucun préjudice aux propriétaires terriens. Les bourgeois albanais, comme tous les bourgeois, ont une horreur instinctive des réformes qui touchent tant soit peu à la propriété privée.

La petite-bourgeoisie, elle, et tant des villes que des campagnes, est résolument pour une réforme agraire radicale qui extirpe la racine pourrie du féodalisme. C'est elle qui, en 1924, s'est soulevée contre le gouvernement des féodaux. Sur son drapeau, elle avait inscrit en grandes lettres les mots d'ordre de la réforme agraire et de la lutte contre les féodaux. Et elle a vaincu. Mais, lorsqu'elle prit le pouvoir en main, cette petite-bourgeoisie, indécise et inconséquente, est tombée sous l'influence des «éléments patriotiques» de droite, les représentants des féodaux et de la bourgeoisie albanaïse, et elle s'est avérée incapable de résoudre le problème agraire. Le courage et la clairvoyance révolutionnaire lui ont manqué. Elle a partagé le pouvoir avec les «éléments patriotiques» qui étaient les ennemis de la réforme agraire. Au lieu d'agir, elle s'est mise à discuter. Pendant six mois! C'est ainsi que le mouvement révolutionnaire, qui était pourtant si bien parti, a échoué pour n'avoir pas pu résoudre la tâche principale que l'histoire lui avait posée.

Les féodaux albanais, qui étaient irréconciliables avec l'idée d'une réforme agraire, si anodine fût-elle, après le mouvement révolutionnaire de 1924 ont ouvert les yeux et ont compris qu'il fallait changer d'attitude. Ils ont bien compris que la réforme agraire, si elle n'était pas résolue par eux, serait résolue contre eux. Et ils ont alors décidé de sacrifier le petit doigt, pour sauver la tête, selon le proverbe albanais.

L'histoire a prouvé qu'ils n'étaient pas capables de sacrifier même le bout de leur petit doigt. Ils ont commencé à tenir un langage différent, à dire qu'ils ne sont pas contre la réforme agraire en général, mais contre la réforme agraire «à la bolchévique». C'est alors qu'apparut sur la scène le nouveau type du «bey démocrate», membre de toutes les sociétés de secours mutuel du monde, ami du peuple, des animaux, et de la Société des Nations. Ce bey nouveau se lamenta, en se frappant la poitrine, sur le sort «du pauvre paysan albanais qui ne jouit pas du fruit de son labeur», il versa des torrents de larmes sur les tombes «des travailleurs de la terre tués par les mauvais maîtres», et il s'agenouilla devant la douleur humaine en général et devant la douleur du peuple albanais en particulier. On écrivit même des vers — aussi boiteux que possible — sur le «bon paysan et le mauvais propriétaire». Et on demanda à cri et à cor, la réforme agraire. Oui, la réforme agraire... à condition, bien entendu, qu'elle respecte la propriété privée. Certes, il y a toujours une partie arriérée des propriétaires fonciers qui boude; mais elle ne compte pas beaucoup. Et puis, toute réfractaire qu'elle est à l'idée de la réforme, cette partie des

propriétaires sera bien obligée de revenir à de meilleurs sentiments à l'égard des promoteurs de la réforme, lorsqu'elle aura vu quelle espèce de réforme on est en train de préparer. C'est ce que Ahmed Zogou lui-même a déclaré, deux mois avant que la réforme fut votée. Il n'a pas menti (cette fois-ci).

En effet, la réforme qui vient d'être votée, n'est point faite pour mécontenter le propriétaire foncier. Elle prévoit qu'un tiers de la terre cultivable appartenant aux propriétaires fonciers sera déclarée expropriable au profit des cultivateurs — après que le propriétaire aura choisi lui-même 50 à 60 hectares de terre qui ne seront point soumis à la réforme. Les pâturages, les édifices, l'inventaire mort et vivant, tout cela reste la propriété absolue du bey ou de l'agha. Chaque famille de paysan reçoit 4 à 5 hectares de terre, contre une somme annuelle non encore définitivement fixée qu'elle aura à payer.

Et voilà! La réforme agraire est faite! Oui! Mais les centaines de milliers de paysans qui vivent dans les montagnes rocheuses de l'Albanie, on les a oubliés, ceux-là, on a oublié de les mentionner dans le projet de la réforme. Mais les quelques milliers de paysans qui sont censés bénéficier de cette réforme agraire, seront obligés de labourer la terre avec leurs bras, de bâtir de nouvelles maisons, d'acheter des boeufs et des chevaux. Comment? Le régime réactionnaire ne s'en soucie guère. Il les a rendus propriétaires, ils doivent donc payer des impôts... et s'en réjouir.

Les propriétaires fonciers sont bien fiers de leur réforme. Mais, ceux qui doivent être particulièrement satisfaits de cette réforme, ce sont les Italiens. Nous en expliquerons dans un prochain article le pourquoi.

L. Foundo

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

Die Lage in der Dobrudscha

Im allgemeinen Balkankonzert, in der Politik der Balkanstaaten und dem revolutionären Aufschwung der versklavten Balkanvölker ist die *Dobrudschaner Frage* zweifellos eine der größten und wesentlichsten Fragen des komplizierten geschichtlichen Problems.

Mit der allgemeinen wirtschaftlichen Lage und Entwicklung, mit dem politischen Regime in der Dobrudscha, mit der gesamten Wirtschaftspolitik der rumänischen Regierungen gegenüber den fremdstämmigen Nationalitäten (die die Mehrheit der Landesbevölkerung bilden*) — einer *Politik der Denationalisierung* mit allen legalen und illegalen Mitteln, der *Kolonisierung* durch die Ankömmlinge aus den Bergen Mazedoniens und chauvinistische Elemente aus Oltenien und anderswo — ist untrennbar verbunden das Schicksal der Dobrudschaner unterdrückten Nationalitäten und davon hängt in bedeutendem Maße die erfolgreiche Lösung der Dobrudschaner Frage ab.

Welche ist die Lage in den beiden Teilen der Dobrudscha? In der alten oder Norddobrudscha ist sie gekennzeichnet durch eine skandalöse Durchführung der *Agrarreform*; durch zahlreiche Prozesse vor den *Standgerichten* ausschließlich gegen Dobrudschaner nicht-rumänischen Ursprungs; durch systematische Ausplünderung und gesetzwidrige Expropriierung mittels schiefsgerichtlicher Aberkennung der Staatsangehörigkeit und des Gesetzes vom Sequester und der gewaltsamen Emigrierung; durch das reaktionäre Steuersystem und den Terror; durch einen wucherischen Feldzug gegen die ansässige Bevölkerung; durch eine Massenarbeitslosigkeit und Massenemigrierung der Bauern nach den Städten.

Und in der neuen oder Süd-Dobrudscha? Dieser Teil befindet sich unter der eisernen Ferse des «Reorganisierungs»-Gesetzes, genannt *das Gesetz vom Quadrilatär*, mit seinen drakonischen Bestimmungen über die «Nachprüfung» des Bauernbesitzes. Eine unerhörte Ausplünderung der Dobrudschaner werktätigen Massen von gewissenlosen Advokaten und allerhöchsten Agenten der Behörden durch die obligatorische Besitzdeklarationsabgabe; amtlicher Raub eines Drittels des nachgewiesenen Besitzes; das Gesetz vom Sequester und der Liquidierung der Güter der fremden Staatsangehörigen, Bulgaren, Türken u. a., mit seiner korrupten Anwendung; Ausplünderung und Terror gegen die nicht-rumänische Bevölkerung durch die Organisierung faschistischer Regierungsbanden, wie «Cultul Patriei», «Aktiunea Romaneasca», «Voinei Sateilor», aus Kolonistenmazedoniern und Agenten der Behörden, die in Räuberbanden im Dienste der faschistischen Diktatur zusammengefaßt werden; Massenmishandlungen und Verhaftungen von angeblichen «Komitatschi» (*Freischärler*); eine Massenemigration in Bulgarien von über 25.000 und die Türkei von 70.000 Dobrudschaner. — Türken und Bulgaren — nur in den letzten Jahren; dazu noch die Krise in der Landwirtschaft.

*) Es fehlt noch immer eine genaue Bevölkerungsstatistik für die Dobrudscha; die Gesamtbevölkerung wird auf zirka 650.000 bis 700.000 gezählt, wovon nur 200.000 rumänischen Ursprungs sind, während der Rest von 450.000 bis 500.000 aus Bulgaren, Türken, Griechen, Russen u. a. besteht.

das katastrophale Sinken der Getreidepreise infolge der landwirtschaftlichen Ueberproduktion im Weltmaßstab; die Ruinierung der Dobrudschaner Bauernbevölkerung durch das räuberische Börsenspiel mit den Landwirtschaftsprodukten, — das ist das Bild von der Lage in der unglücklichen, ausgeplünderten und gepeinigten Dobrudscha, die verheerende Wirkung des offensiven Vorstoßes der rumänischen reaktionären Regierungen in der Dobrudscha zur Verwirklichung ihrer «großen nationalen Ideale».

Die wirtschaftliche Lage der landwirtschaftlichen und einst reichen Dobrudscha ist, kurz gesagt, katastrophal. Das Land steht vor einer unerhörten Verelendung, vor einem den breiten Massen in Stadt und Land drohenden formalen Hunger, vor einem in der Geschichte dieses Landes noch nie dagewesenen wirtschaftlichen Zerfall.

Um dies in seinem ganzen Umfange einzusehen und sich von der Erkenntnis durchdringen zu lassen, daß die unterdrückten Dobrudschaner Nationalitäten und die Werktätigen ihre Kampfmaßnahmen dagegen treffen und in Einheitsfront darauf reagieren müssen, ist eine eingehende Analyse der Lage in der Dobrudscha notwendig.

Die Dobrudscha ist immer ein vorwiegend landwirtschaftliches Land gewesen, dessen Bevölkerung in der Mehrheit (75 bis 80%) aus Bauern besteht. Aus diesen Gründen ist die gesamte Aufmerksamkeit und Politik der rumänischen Regierungen gegenüber der Dobrudscha in erster Linie auf die *Dorfwirtschaft als den Grunderwerb dieses Landes orientiert*.

In der alten oder Nord-Dobrudscha wird das «Gesetz von der Agrarreform» — das die rumänischen Bojaren (Großgrundbesitzer) während des Weltkrieges in der Suche nach einem Ausweg aus der Krisenlage schaffen mußten und dessen Anwendung unter der Maske einer «sozialen Gerechtigkeit» vor sich geht — auf eine solche Weise und mit einer solchen politischen Tendenz angewendet, daß der Prozeß der Ausplünderung und Verarmung der breiten werktätigen Bauernmassen und besonders der nicht-rumänischen Ursprungs, wie Bulgaren, Türken, Tataren, Russen u. a., nur verstärkt, beschleunigt und vollendet wird. Eine Massenanzahl von armen bodenlosen Bauern in der Dobrudscha haben trotz der Bestimmungen des «Gesetzes von der Agrarreform» gar keinen Boden erhalten. Das gilt am meisten von den Bauern fremden nationalen Ursprungs.

Aber nicht allein das. Auch jene Bauern, die ein wenig Boden hatten, wurden expropriert, indem man ihnen den Boden wegnahm — unter unerhörten Vorwänden, wie z. B. daß sie keine rumänischen Staatsangehörigen sind oder ihrer rumänischen Staatsangehörigkeit verlustig erklärt seien oder sie freiwillig darauf verzichtet hätten, indem sie während der Kriegsokkupation der Dobrudscha von den Streitkräften des Dreibundes im Dienste dieses gestanden hätten, oder daß sie «die obersten Vaterlandsinteressen Rumäniens» verraten hätten durch Desertierung aus der Armee usw. Alle diese Schikanen haben den Zweck, die wirtschaftliche Lage der fremden Nationalitäten so unerträglich zu machen, damit leicht mit ihnen liquidiert und die *Denationalisierungspolitik der rumänischen Oligarchie* voll und ganz durchgeführt werden kann.

Parallel mit dieser skandalösen Klassenanwendung der «Agrarreform» wird der wirtschaftliche Zerfall und die Pauperisierung des Dobrudschaner Dorfes auch durch das «Gesetz vom Sequester» (vom 22. Dezember 1926) beschleunigt. Durch dieses Gesetz wurden und werden heute Hunderte und Tausende von Dorfwirtschaften und kleinen städtischen Existenzmöglichkeiten ihren Besitzern entrissen, von korrumpierten Beamten und Agenten der Behörden übernommen, vom Staate im Verein mit der Dobrudschaner Stadt- und Dorfbourgeoisie ausgebeutet, rücksichtslos geplündert, verwüstet und zugrunde gerichtet.

Das Dobrudschaner Dorf wird in den letzten Jahren systematisch ruiniert und ist ein Ausplünderungs- und Bereicherungsobjekt. Mit Hilfe der liberalen Großbanken und der reichen Kulaken und mit Unterstützung aller bisheriger reaktionärer Regierungen, einschließlich der *Nationalzaranisten*,

wird im Dorfe die Schaffung einer stabilen und organisierten Dorfbourgeoisie und einer Armee von Agenten der Behörden, wie Lehrer, Popen, Steuereintreiber, Kolonistenchefs (Reserveoffiziere und Unteroffiziere), Gemeindegeldbesitzer, Dorfpolitiker usw., bezweckt, die die besten Diener und Werkzeuge der *Plünderungspolitik der rumänischen Oligarchie im Bündnis mit der Dobrudschaner Bourgeoisie* sind. Alle möglichen und nie aufhörenden Geldstrafen, verschiedenartige Taxen, Abgaben, Zwangsarbeiten, Bestechungsgelder, Provisionen und unerhörte Steuern lasten auf dem ausgeplünderten und zum Bettelstab gebrachten Dobrudschaner Bauern. Und er ist nicht imstande, all dem entgegenzugehen: seine Ernte wird von Steuereintreibern, Gendarmen, Privatwucherern und Banden rücksichtslos beschlagnahmt und durch Zwangsversteigerungen um lächerlich niedrige Preise verkauft, um durch den erzielten Ertrag die Schulden an den Staat und seine Institute zu decken.

(Fortsetzung folgt.)

Die interbalkanische Friedenskonferenz

Der letzte internationale Friedenskongreß hat den Pazifisten Griechenlands die Aufgabe gestellt, eine interbalkanische Konferenz vorzubereiten. Papanastassi hat schon die Vorarbeiten begonnen. Seine Vorsprache bei Venizelos hat bereits zu den wildesten Gerüchten Anlaß gegeben. Man glaubte, er wolle durchaus die von den Condylis-Ministern verlassenen Positionen mit den Männern seines Vertrauens besetzen. Nun, dessen bedarf er nicht, die kleinbürgerlich-französische »Republikanische Union« hat keinen Anlaß, dem großbürgerlichen anglophilen Venizelismus zu Hilfe zu kommen und die undankbare Rolle eines republikanisch intransigenten Garanten gegenüber den Faktoren zu übernehmen, die mehr als bisher sich als Nebenregierung betrachten.

Die Machthaber des dritten Korps fühlen sich, und die bürgerliche «große» Presse, welche über jede Inspektionsreise General Othonaios berichtet, wie nur je in Konstantins oder Georgos Tagen über Hof- und Personalmeldungen, weiß was sie tut. Sie beugt sich den Herren der Stunde. Mag man Pangalos verurteilt haben, eine venizelistische Geste wider jede militärische Diktatur, was besagt es? Pangalos, der kleine Bonaparte, hat eben das Offizierskorps nicht hinter sich, schon darum nicht, weil er, wie der gegenwärtige Venizeloskurs — englisch orientiert war. Man kann sich die kühne Geste leisten. Seine alten Gegner aber, die «Helden» um Plastyras und Condylis sind in seiner Sache nicht engagiert. Im Gegenteil. Sie halten der plutokratischen, venizelistischen Republik die *Treue auf Kündigung*.

Das offizielle venizelistische Hellas muß im Augenblicke einen Pazifismus heucheln, den seine Opposition «vertritt». Gegen welche Front kann es sich wenden? Mit Mussolini herrscht dicke Freundschaft auf der Grundlage der endgültigen Preisgabe des Dodecanesos. Auch der feierliche Empfang des ungarischen faschistischen Außenministers Walko liegt auf dieser Linie. Mit den britischen Hegemonen bestehen keine Differenzen. Die Treue und Ergebenheit, die man den britischen Dyharts entgegenbrachte, erstreckt sich auch auf ihre arbeitsparteilichen Platzhalter und rechtsmäßigen Erben ihrer Politik. Die Cypernfrage ist für die nationale Plutokratie trotz allgriechischen Phrasen, trotz Hundert-Jahrfeiern, ein Traum weltfremder Poeten und Popen. Für eine Anleihe eskomptiert Hellas seine nationale Zukunft. Niemand glaubt, daß der Fall der jonischen Inseln sich wiederhole. Gegen wen ins Feld? Mit Jugoslawien ist die Hafenfrage «bereinigt», auch sie will überdies nicht «verzichten», mit Rumänien sind intime Beziehungen hergestellt. Und Bulgarien? Hat nicht Liaptscheff unter dem Gelächter aller Wissenden den Kampf gegen die mörderische «Orim» Michailoffs begonnen? Hat nicht das Bulgarien der Gegenwart seinen Entschluß offenbart, die mazedonische Frage ebenso als «gelöst» anzusehen, wie Hellas seine unbefreiten Gebiete offen der Fremdherrschaft preisgab? Wozu also Hader und Streit? Die griechisch-mazedonische Frage ist eine innere hellenische geworden und dem Pazifismus auf den Boden des Status quo, dem Pazifismus, aufgebaut auf Hekatomben von Leichen und wirtschaftlich deklassierten Emigranten sind Tür und Tor geöffnet.

Was hindert also eine interbalkanische Konferenz? Sichert nicht die intime Beziehung zum Duce («Venizelos ist ein großer Mann...») die Teilnahme des faschisierten Albanien, ist Bulgariens Politik nicht dadurch mitbestimmt? Müßte überdies nicht eine kriegerische Entwicklung Griechenlands den Einfluß der — Faktoren innerhalb des griechischen Kräfteparallelogramms verstärken? Gäbe es für die herrschende Plutokratie Michalakopulos & Co. etwas Gefährlicheres, als eine kriegerische Gestaltung der Zukunft, in der wieder der

Säbel des Offiziers und nicht der Revolver des Gendarmen regiert? Das Paneuropaideal des japanisch-österreichischen Aristokraten, dem alten Saint-Simon für Briands imperialistische Zwecke entlehnt, soll auf balkanischem Maßstabe ausprobiert werden! Die Pazifisten von Hellas, die alten Konstantinisten um die «Volkspartei» Tsaldaris, ihre Gegner: General Condylis, Papanastassi, sie alle werden von Pazifismus überfließen und das Jugoslawien der königlichen Generalsdiktatur, welches eben im Maček-Prozeß mit seiner kroatischen Opposition brutale Abrechnung hält, wird seine alte Losung: «den Balkan den Balkanstaaten» feierlich verkünden — auf der Basis des Vertrages von Neuilly, der Vidovdan-Verfassung und des königlichen Jännerstaatsstreiches 1929. Was verbindet schließlich die pazifistischen Helden, von den Agenten des Faschismus bis zu den Landsknechten der französischen «Demokratie»? — die Furcht vor einer Balkanföderation von unten auf, die Furcht vor einer Koordination der nationalen Befreiungsbewegungen Mazedoniens, Thraziens, des Dodecanesos und der unterjochten Völker Südslawiens mit der aufstrebenden revolutionären Arbeiterbewegung.

Darum ist der kommende «interbalkanische» Pazifistenkongreß nur ein «Rüttli» gegen die werktätigen Massen, gegen die unterdrückten Völker des Balkans. Diese «Pazifisten» können die Fragen ebenso wenig lösen, wie Topalovic und Sakasoff, weil beide die Ansichten ihrer Regierung über die mazedonische Frage — teilen. Aber es geht ja hier nicht um die Lösung der Probleme, es geht um ihre scheinbare Ueberbrückung. Die «parlamentarischen» antiparlamentarisch-prätorianischen und «demokratisch»-faschistischen Diktatoren des Balkans wollen den von ihnen niedergehaltenen Völkern und Klassen beweisen, daß sie in einem Punkte sich verständig haben — im Kampfe gegen den inneren Feind und gegen die potentielle bolschewistische Gefahr des Beispiels jenes Landes, das allein — freilich auf revolutionärem Wege — die nationale Frage zu lösen verstand. Dies ist der Punkt, wo die pazifistische Gemeinbürgerschaft umschlägt in einen wütenden, militanten Haß gegen das Neue; die systematische Hetze gegen die «bolschewistische Hölle», in die man freilich keine Delegationen fahren läßt (wegen Ansteckungsgefahr?), beweisen dies genügend. Immerhin ist man sich des Risikos eines ernstesten Experimentes bewußt und die beweglichen Klagen Rumäniens über die «Stärkung der roten Flotte im Schwarzen Meere» werden wohl von der englischen Vormacht, nicht aber von den anderen Balkanstaaten als ernstes Problem empfunden. Die Landsknechte des «pazifistischen» fremden Imperialismus sind zu Allem zu haben, aber nicht gratis. Da man ihre «berechtigten» Aspirationen aber auf ihre gegenseitigen Kosten befriedigen muß, so ist man sich über Zeitpunkt und Form des neuen Kreuzzuges noch nicht einig.

So ist die interbalkanische «pazifistische» Konferenz ein imperialistischer Versuch zur Einigung aller reaktionären Gewaltthaber im Kampfe gegen die inneren Feinde und gegen das revolutionäre Beispiel von anderen. Darum ist der pazifistische Kongreß nicht nur ein Mittel der Irreführung der Massen, sondern der praktische Versuch einer heiligen Einheit aller Reaktionäre des Balkans, eine Ergänzung der Reise des rumänischen Generalstabes nach Warschau und des französischen Generals Gouraud («private» Pilgerfahrt) nach Bukarest. Möge man die Zeichen der Zeit nicht unterschätzen. Der Balkanfriede kann nur durch die befreiten Balkanvölker geschaffen werden, im Machtkampfe gegen die herrschenden Patentpazifisten von Venizelos bis Zivkovic, im Zeichen einer Föderation der werktätigen Massen aller der bisher unterdrückten ethnischen und geographischen Einheiten.

Melingos

Die Protestwelle gegen den Prozeß der 22 Mazedonier aus Weles

Die Protestwelle, die in der ganzen Kulturwelt durch den schändlichen Prozeß der 22 Mazedonier aus Weles und die furchtbaren Folterungen dieser mazedonischen Nationalrevolutionäre entstanden war, wird von Tag zu Tag mächtiger. In unserer letzten Nummer hatten wir den Appell des Komitees der national-revolutionären Organisationen des Balkans und Tele-

gramme der Liga gegen den Imperialismus und für die Nationale Unabhängigkeit sowie des Bundes Freier Balkan veröffentlicht, unterschrieben von zahlreichen hervorragenden politischen, literarischen, wissenschaftlichen usw. Persönlichkeiten aus der ganzen Welt. Wir veröffentlichen heute einige weitere Telegramme und Proteste gegen das barbarische Regime des Herrn Jiwkowitch:

Präsident Staatsgerichtshof

Belgrad

Protestieren energisch gegen Prozeß 22 Mazedonier, die für ihre unverjährbaren Rechte freier Entwicklung nationaler Kultur kämpfen, und gegen barbarische Folterungen, die die Angeklagten erleiden mußten. Verlangen deren sofortige Befreiung mit den Rufen: «Es lebe das freie Mazedonien in einer Balkanföderation!»

Französische Sektion des Bundes Freier Balkan:

Challaye, André Philipp, Professoren; Lesesne, Sabiani, Abgeordnete; Morizet, Senator; Junker, Létrange, Rechtsanwälte; Paul Louis, Pioch, Jourdain, Werth, Barbusse, Vildrac, Lecache, Marcelle Capy, Schriftsteller.

Präsident Staatsgerichtshof

Belgrad

Französische Sektion der Frauenliga für Friede und Freiheit, durchdrungen vom Gedanken, daß nur die Achtung der Rechte der ethnischen Minderheiten den Frieden verbürgen kann, erhebt gegen den Prozeß der 22 Mazedonier, protestiert gegen ihre Folterungen, verlangt deren Freisprechung.

Gabrielle Duchêne, Sekretärin; Jeanne Mélin, Andrée Jouve, Mitglieder des Exekutiv-Komitees.

Justizminister

Belgrad

Protestieren gegen andauernde Mißhandlungen gegen politische Gefangene in Jugoslawien und hauptsächlich gegen die Foltern, die den Tod eines der angeklagten 23 Mazedonier verursacht haben.

Büro des Komitees für den Schutz der politischen Gefangenen

An den Staatsgerichtshof

Belgrad

Eine Kette von Prozessen, die gegen die tapferen Söhne von gemarterten Völkern gerichtet sind, finden vor dem Ausnahmegerichtshofe Ihres Landes statt.

Seit einiger Zeit haben die Richter, die sich im Dienste einer monströsen Gerechtigkeit gestellt haben, Tausende von Arbeitern und Bauern in die Gefängnisse geschickt, weil sie ihre Freiheit und Sicherheit gesucht haben.

Wir protestieren gegen das unmenschliche Regime, das gegenüber den 24 eingekerkerten Kroaten und 23 eingekerkerten Mazedoniern angewandt wird (der eine der Mazedonier ist im Gefängnis unter den Martern, die ihm bestialisch zugefügt wurden, um ihm «Geständnisse» herauszupressen, gestorben).

Wir protestieren gegen diese empörenden Prozesse vor dem diktatorialen Staatsgerichtshof.

Die «Verbrechen» der Angeklagten bestehen einerseits in dem Umstande, daß die Kroaten schon seit langem ihre politische Unabhängigkeit auf Basis der Föderation verlangen, und andererseits in dem Umstande, daß die Mazedonier mit

den Imperialisten und Diktatoren weder Belgrads noch Sofias und Roms sein wollen und daß sie für die freie Republik Mazedonien in der Balkanföderation kämpfen.

Wir unterstützen jede Bewegung, die sich als loyales und aufrichtiges Ziel den Frieden und die Solidarität der Völker gesetzt hat, wir unterstützen aber ganz besonders jede republikanische Bewegung der Balkanvölker für die freie Balkanföderation.

Wir protestieren gegen diese gegen die republikanische und föderalistische Befreiungsbewegung der kroatischen und mazedonischen Völker gerichteten Prozesse und fordern im Namen der menschlichen Gerechtigkeit die sofortige Freilassung der Eingekerkerten.

Es lebe die republikanische Föderation der Balkanländer!
Im Namen der Vereinigung für die Balkanföderation in Genf, das Komitee:

Panayotis N. Tsikinas, Griechenland; Josef Tscholakoff, Bulgarien; Halim Hhelo, Albanien; K. Kristowitsch, Serbien; Hic Dimitru, Rumänien.

Resolution

Der Kongreß der Metall-, Wagen- und Luftschiffahrtsarbeiter von Lyon und Umgebung

erhebt sich energisch gegen die Unterdrückung der kapitalistischen Bourgeoisie der verschiedenen Länder gegen die Arbeiterklasse und ihre Klassenorganisationen,

protestiert besonders gegen das brutale Regime, das den Arbeitern der Balkanländer auferlegt wurde, die für den Schutz und die Rechte des Proletariats dieser Länder revolutionär kämpfen,

und ganz besonders gegen die Ermordungen der für ihre Befreiung kämpfenden mazedonischen Proletarier.

Der Kongreß sendet seine brüderlichen Grüße den 22 Eingekerkerten, die das «Verbrechen» begangen haben, für die Befreiung Jugoslawiens zu kämpfen, dieses Landes, das unter einem wirklichen Terrorregime darbt.

Der Kongreß begrüßt die mazedonischen Revolutionäre, fordert deren Freilassung.

Nieder mit der faschistischen Diktatur von Sofia, von Belgrad, von Athen.

Nieder mit den balkanischen Henkern!

Es lebe die revolutionäre Balkanföderation!

Es lebe die internationale proletarische Solidarität!

Es lebe die Weltrevolution!

General Jiwkowitsch

Belgrad

Pariser mazedonische Gruppe protestiert energisch gegen Verfolgung der Mazedonier unter dem jugoslawischen Regime, fordert Freisprechung der 22 Mazedonier, die heute vom Staatsgerichtshof von Belgrad gerichtet werden.

Sawkoff

Prix de la simple Edition: A ou B: par No.: doll.: 0.05; fr. suisse: 0.25; fr. frs.: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30. Abonnement 6 mois: doll.: 0.60; fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2.40; schillings: 3.60.

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50
Prière d'adresser tout envoi d'argent à «La Fédération Balkanique»
— Postscheckkonto No. D-75.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B: par No.: doll.: 0.10; fr. suisse: 0.50; fr. frs.: 2.50; mark: 0.40; schilling 0.60. Abonnement: 6 mois: doll.: 1.20; fr. suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4.80; schillings 7.20.

Texte français (pages 2945-2954)

G. Popowici: Un coup d'Etat: Carol II, roi de Roumanie — P. Louis: Les Balkans et la querelle franco-italienne — La Révolte en Indochine — Déclaration des émigrés indochinois en France — N. Matijewitch: Le mouvement national croate — D. Vlakhoff: La Société des Nations, et les mémorandums et pétitions macédoniens et leur sort — Professeur D. S.

Terzim: Le pouvoir soviétique et la solution de la question nationale en Transcaucasie — L. Foundo: La réforme agraire en Albanie

Texte allemande (pages 2954-2956)

Die Lage in der Dobrudscha — Melingos: Die interbalkanische Friedenskonferenz — Die Protestwelle gegen den Prozeß der 22 Mazedonier aus Weles